

cyberpresse.ca

# LA PRESSE



AUDREY TAUTOU, DU FILM DA VINCI CODE

## FESTIVAL DE CANNES MONTÉE GLORIEUSE DES MARCHES DE TAUTOU, HANKS ET COMPAGNIE

LE REPORTAGE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
ARTS ET SPECTACLES PAGE 1

PHOTO VALÉRY HACHE, AFP



RONALDINHO

PHOTO ALBERT GEA, REUTERS

LIGUE DES CHAMPIONS  
LE FC BARCELONE  
RENVERSE ARSENAL SPORTS PAGE 2

# LA MISSION EST PROLONGÉE

- > Les Communes adoptent de justesse une motion assurant la présence des forces armées en Afghanistan jusqu'en février 2009
- > La mort d'une militaire canadienne assombrit les débats

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Le premier ministre Stephen Harper a remporté son pari hier soir. Les soldats canadiens resteront au moins deux ans de plus en Afghanistan avec la bénédiction de la Chambre des communes.

Au terme d'un débat houleux, les députés ont finalement voté en faveur d'une motion du gouvernement conservateur prolongeant la mission canadienne jusqu'en février 2009, le jour même où les soldats canadiens encaissaient une autre perte en Afghanistan.

Mais le vote a été serré, 149 à 145, et le gouvernement Harper a eu besoin de l'appui de 25 députés libéraux pour faire pencher la balance en sa faveur. Les 50 bloquistes présents ont voté contre, tout comme les 29 néo-démocrates. Les libéraux ont donc affiché leur division au grand jour sur cette question. Le chef libéral par intérim, Bill Graham, qui a été ministre de la Défense dans le cabinet Martin, a été l'un des libéraux à se ranger du côté du gouvernement.

Ce vote a eu lieu après que le premier ministre eut brandi la menace d'un déclenchement des élections sur cette question durant le débat. Il avait alors indiqué qu'il prolongerait la mission d'un an même s'il perdait le vote d'hier soir, et qu'il demanderait un mandat des électeurs pour terminer le travail en Afghanistan au-delà de février 2008. Mais cette menace s'est évaporée après le résultat du vote.

« Je pense que l'appui à cette mission est plus fort que ne l'indique le vote. Il y avait beaucoup de députés qui voulaient simplement voter contre le gouvernement. C'est malheureux. Maintenant, je m'attends à ce que tous les députés et tous les Canadiens se rallient derrière nos troupes à partir de maintenant », a déclaré M. Harper après le vote.

Le gouvernement Harper a ainsi évité de subir son troisième revers en deux jours. Mardi, les trois partis de l'opposition ont désavoué les conservateurs dans le dossier du protocole de Kyoto.

> Voir MISSION en page A2



PHOTO PC / FORCES ARMÉES CANADIENNES

Au moment où la présence militaire canadienne en Afghanistan faisait l'objet de houleux débats à la Chambre des communes, on a appris la mort de la capitaine Nichola Kathleen Sarah Goddard, tuée hier lors d'une fusillade près de Kandahar, au sud de l'Afghanistan. La militaire canadienne âgée de 26 ans aurait perdu la vie au cours d'une opération menée par les autorités afghanes, dont l'objectif était de chasser les talibans de zones où ils s'étaient rassemblés. La mort de la capitaine Goddard porte à 17 les pertes en vies canadiennes en sol afghan depuis la chute du régime taliban, en 2001. Nichola Goddard est la première Canadienne tombée au combat depuis la Deuxième Guerre mondiale. Nos informations en pages A2 et A3.

## PASSEPORT OBLIGATOIRE Le Sénat américain recommande un sursis

ALEXANDRE SIROIS  
ET TOMMY CHOUINARD

Le Congrès américain a fait hier le premier pas vers le report de l'obligation de détenir un passeport ou une carte d'identité spéciale pour entrer aux États-Unis par voie terrestre.

Les sénateurs américains ont voté pour repousser de 18 mois

l'entrée en vigueur de cette initiative controversée. Le Sénat a voté en faveur d'un amendement à cette fin dans le cadre du projet de loi sur l'immigration actuellement à l'étude. La législation dans son ensemble pourrait être adoptée d'ici la fin du mois.

> Voir PASSEPORT en page A10

## La couche d'ozone en voie de guérison?

FRANÇOIS CARDINAL

Stabilisée depuis quelques années, l'enveloppe protectrice de la Terre, la fameuse couche d'ozone, montre des signes de guérison. Cette rare bonne nouvelle environnementale serait directement attribuable à la mobilisation de la communauté internationale qui a montré, en 1987, le protocole de Montréal.

Financée par l'Institut météorologique du Danemark et la

National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), important organisme gouvernemental américain, cette étude confirme d'abord, comme attendu, que la couche d'ozone s'est stabilisée grâce aux mesures prises ces 20 dernières années.

Elle ajoute toutefois une nouvelle donnée : la guérison est en cours.

> Voir COUCHE en page A10

MÉTRO DE MONTRÉAL  
ALSTOM RÉPLIQUE  
LA PRESSE AFFAIRES  
PAGE 1

RADIO MARIE-FRANCE  
BAZZO FERME SON MICRO  
LA CHRONIQUE DE LOUISE COUSINEAU  
ARTS ET SPECTACLES  
PAGE 1



PHOTO I. DEMERS, L'EXPRESS

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE  
Assouplissement de la loi sur le contrôle des armes : tous les conservateurs pourront en avoir, mais pas les libéraux.

### SOMMAIRE

Astrologie du jour	ARTS 8
Bandes dessinées	ARTS 10
Décès	ACTUEL 8 et 9
Forum	A 24 et 25
Horaires télévision	ARTS 4
Loteries	A 18
Monde	A 20 à 22
Mots croisés	ARTS 10 et ACTUEL 8
Mots fléchés	ARTS 10
Mot mystère	ARTS 10
Observateur	ACTUEL 6
Petites annonces	ACTUEL 6 et AFFAIRES 4
Trait d'union	ARTS 8

### Météo

Pluie avec vents légers, maximum 23, minimum 6, plus de détails en page 6



L-V 6 21924 98765 1

3376465

Le Meilleur Sushi en Ville

Kaizen SUSHI BAR & RESTAURANT

Nouveautés Kaizen !  
Le brunch du dimanche  
et notre bar d'huîtres.

sushi & jazz live  
Dimanche au mardi  
À partir de 19h00

# LE CANADA EN AFGHANISTAN



« NOUS NE POUVONS PERMETTRE AUX TALIBANS OU AUX TERRORISTES DE REPRENDRE LE CONTRÔLE DE L'AFGHANISTAN. »

**Stephen Harper,**  
premier ministre



**Gilles Duceppe,**  
chef du Bloc québécois

« STEPHEN HARPER A PRÉFÉRÉ PRÉCIPITER LE VOTE. IL A CHOISI DE SE COMPORTE EN CHEF DE PARTI PLUTÔT QU'EN HOMME D'ÉTAT RESPONSABLE. »

## LE CANADA SAIT-IL DANS

GILLES TOUPIN

OTTAWA – Halte-là ! ont lancé au gouvernement Harper tous les partis de l'opposition hier soir aux Communes. On ne se s'agrippe pas à la galère afghane sans en connaître les tenants et les aboutissants.

Pour les libéraux, les néo-démocrates et les bloquistes, il n'y a pas le feu, et le premier ministre Harper se devait d'abord de donner le temps au comité permanent de la défense de la Chambre des communes d'étudier les conséquences d'une prolongation de deux ans de la

mission canadienne en Afghanistan, dans un théâtre d'opération aussi dangereux que celui de Kandahar.

D'ailleurs, lors de sa réunion mardi dernier, le comité en question a reçu une motion du Bloc québécois destinée à étudier les divers aspects de la mission des troupes canadiennes en Afghanistan et d'en faire rapport rapidement à la Chambre. Le rapport, une fois entre les mains de tous les élus, aurait permis un vote éclairé et non précipité comme celui d'hier soir, a estimé le chef du Bloc, Gilles Duceppe.

Il s'agissait d'en savoir davan-

tage sur « la durée de la mission, l'état des troupes et des équipements, le rapport entre le volet de la mission directement

de cette mission, le tout afin de déterminer s'il est possible de la mener à bien tout en assurant les autres obligations du Canada

« Six heures de débat pour discuter de questions aussi importantes que la vie d'hommes et de femmes, aussi bien canadiens qu'afghans, c'est complètement inapproprié. »

lié aux opérations de combat et celui qui vise à contribuer à la reconstruction du pays, ainsi que les critères d'évaluation qui permettront d'évaluer le succès

sur la scène internationale ».

Ces questions, a fait remarquer Gilles Duceppe, sont justement les questions que posait l'actuel ministre de la Défense, Gordon

O'Connor, alors qu'il siégeait en novembre dernier sur les banquettes de l'opposition officielle. « Pourquoi refuse-t-il d'y répondre aujourd'hui ? » a demandé à maintes reprises hier le chef bloquiste.

En refusant d'accorder au comité le temps de faire cet examen en profondeur de la mission, le gouvernement demande « un chèque en blanc » à l'opposition, a affirmé Gilles Duceppe. Le débat d'hier soir n'était ni plus ni moins qu'« une manœuvre électorale inacceptable afin de précipiter cette décision », a ajouté M. Duceppe.



PHOTO JOHN McHUGH, AFP

Les forces canadiennes devaient recevoir l'appui des Britanniques et des Néerlandais pour neutraliser les talibans dans le sud de l'Afghanistan. Mais pour l'instant, elles sont seules sur le terrain.

## La mission sera prolongée

MISSION  
suite de la page 1

Ils ont aussi forcé le premier ministre à abandonner son projet de créer une commission des nominations publiques. La semaine a donc été quelque peu difficile pour le gouvernement minoritaire de Stephen Harper.

### Premier vote sur la mission

En principe, la mission canadienne devait prendre fin en février 2007. Les soldats canadiens demeureront donc en sol afghan au moins jusqu'en février 2009.

C'était la première fois que les députés votaient sur le déploiement des troupes en Afghanistan, une mission à laquelle l'ancien gouvernement libéral a décidé de participer en 2002 sans obtenir l'aval des Communes. M. Harper, qui s'était jusqu'ici opposé à tout vote sur cette mission en prétextant qu'il ne s'agissait pas d'un nouvel engagement, s'est rendu à Kandahar en mars afin de rendre visite aux quelque 2300 soldats déployés dans cette région dangereuse.

Malheureux hasard, le débat déchantant d'hier soir a eu lieu le jour même où les troupes canadiennes encaissaient une autre perte : la capitaine Nichola Kathleen Sarah Goddard a perdu la vie au cours de

combats contre les talibans, au sud de Kandahar. Elle est la première Canadienne tuée en Afghanistan. Depuis le début de la mission canadienne dans ce pays, 16 soldats et un diplomate canadiens y ont perdu la vie.

Au cours des deux derniers jours, les trois partis de l'opposition ont accusé le gouvernement Harper de vouloir tenir un vote précipité sur la prolongation de cette mission. Ils ont affirmé que le premier ministre cherche à régler cette question

« Nous ne pouvons pas battre en retraite et laisser les talibans, appuyés par le réseau Al-Qaeda, reprendre le pouvoir en Afghanistan. »

avant que l'appui des Canadiens ne diminue trop dans les sondages au fur et à mesure que le nombre de victimes augmente.

Mais durant le débat, hier, M. Harper a indiqué que le Canada devait décider maintenant de prolonger sa mission en Afghanistan compte tenu que ses principaux alliés, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, ont déjà annoncé qu'ils maintiendront leurs troupes dans le sud du pays pour trois ans et deux ans respectivement. Et les pays membres de l'OTAN doivent se réunir la semaine prochaine afin de discuter de la poursuite de la mission en Afghanistan.

L'OTAN aurait d'ailleurs offert au Canada de prendre le plein contrôle des opérations en Afghanistan dès 2008. Actuellement, les Canadiens commandent une coalition internationale responsable du sud du pays.

### Demande de Karzaï

M. Harper a aussi souligné hier que le président afghan, Hamid

Karzaï, a demandé la semaine dernière au Canada, à l'occasion de la visite du ministre des Affaires étrangères Peter MacKay, de continuer à déployer ses soldats au-delà de février 2007, date à laquelle la présente mission doit prendre fin.

« Le président Karzaï n'est pas le seul à attendre une décision du Canada. Nos alliés internationaux et nos alliés de l'OTAN regardent aussi ce qui se passe ici. Ils veulent aussi que nous restions là-bas plus longtemps. (...) Nous sommes là-bas à l'invitation du gouvernement afghan. Nous participons à une opération multinationale sanctionnée par les Nations unies », a-t-il affirmé.

« Nous ne pouvons pas battre en retraite et laisser les talibans, appuyés par le réseau Al-Qaeda, reprendre le pouvoir en Afghanistan. »

mé.

Le premier ministre a aussi durement attaqué le Parti libéral et le Bloc québécois en les accusant de changer leur fusil d'épaule au sujet de la pertinence de la participation du Canada à cette mission. « Le Bloc québécois s'oppose à notre action en Afghanistan parce que les sondages indiquent que cela n'est pas populaire. Les pays indépendants ont besoin de leaders, pas de sondeurs », a-t-il lancé.

Estimant que le Canada n'est pas à l'abri d'attentats terroristes comme ceux perpétrés aux États-Unis le 11 septembre 2001, M. Harper a soutenu que les soldats canadiens travaillent à implanter un régime démocratique en Afghanistan.

« Le premier ministre a décidé de précipiter les choses. Il a placé sa politique électorale avant la politique de l'État. Pour un premier ministre, c'est impardonnable. Pire encore, le premier ministre tente de se servir du Parlement pour avaliser une décision envers laquelle la population a de très sérieuses réticences », a déclaré M. Duceppe.

### Pas de chèque en blanc

Le chef du Parti libéral, Bill Graham, a répliqué que le gouvernement Harper cherchait à obtenir un chèque en blanc des partis de l'opposition en forçant la tenue d'un vote sur la prolongation de la mission dès maintenant. Selon lui, trop de questions demeurent sans réponses. Si l'on avait proposé la mission d'une autre année seulement, les partis se seraient sûrement ralliés, a dit M. Graham.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a aussi affirmé que le gouvernement avait l'obligation de répondre aux questions de l'opposition avant de forcer la tenue d'un vote. Il a soutenu que le comité de la défense se penchera sur cette question et que le premier ministre devrait attendre ses conclusions avant de prolonger la mission.

« Le premier ministre a décidé de précipiter les choses. Il a placé sa politique électorale avant la politique de l'État. Pour un premier ministre, c'est impardonnable. Pire encore, le premier ministre tente de se servir du Parlement pour avaliser une décision envers laquelle la population a de très sérieuses réticences », a déclaré M. Duceppe.

De son côté, le chef du NPDP, Jack Layton, qui exige un vote depuis longtemps, a soutenu que les soldats canadiens ne jouaient pas leur rôle de maintien de la paix en Afghanistan en ce moment en pourchassant les talibans : « Le NPDP n'a pas émis de chèque en blanc pour que ce gouvernement entraîne le Canada encore plus loin dans la guerre, pour qu'il nous éloigne de notre rôle de Casques bleus à l'échelle internationale », a-t-il dit.

### LA MISSION CANADIENNE

Nombre de soldats > 2300

Date de déploiement > début 2002 à Kaboul

Date de retrait prévue > février 2007

Pertes > 16 soldats et un diplomate

Lieu du déploiement depuis février 2006 > Kandahar

Nature de la mission > traque des talibans

Chef de la mission > brigadier-général David Fraser

## De lourdes dépenses

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Le gouvernement fédéral a dépensé plus de 4,1 milliards pour ses missions militaires en Afghanistan depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, qui avaient tué 25 Canadiens dans les tours jumelles de New York, indique un rapport rendu public hier par l'Institut Polaris.

Le groupe de réflexion, qui réclame des audiences sur le rôle du Canada en Afghanistan, évalue que la mission dans ce pays ainsi que les opérations reliées représentent 68 % des 6,1 milliards dépensés pour les déploiements internationaux entre l'automne 2001 et la fin de mars 2006.

L'Institut, qui a déposé son rapport quelques heures avant un vote au Parlement sur le prolongement de la mission afghane, note que le Canada ne fournit présentement que 59 militaires aux missions des Nations unies dans le monde, comparativement à 2200 en Afghanistan.

Autrefois l'un des 10 plus grands participants, le Canada se situe maintenant au 50<sup>e</sup> rang des 95 pays qui fournissent des effectifs militaires aux missions des Nations unies.

« La mission militaire en Afghanistan utilise toutes les ressources disponibles, ce qui ne permet pas au Canada de participer aux missions de l'ONU ailleurs dans le monde », a affirmé le directeur des politiques de défense et de sécurité, Steven Staples.

L'Institut a indiqué que le Canada n'avait dépensé que 214 millions dans des missions de l'ONU depuis le 11 septembre 2001.

L'Institut a réalisé ses calculs à partir des données publiées dans les rapports annuels du ministère de la Défense nationale.

### AFGHANISTAN

Donneriez-vous le mandat au premier ministre Harper de prolonger la mission canadienne en Afghanistan ? Répondez à notre question du jour sur [www.cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca)

# LE CANADA EN AFGHANISTAN



Bill Graham,  
chef du Parti libéral

« NOUS NE POUVONS PAS  
CONCENTRER TOUS NOS EFFORTS  
EN AFGHANISTAN SEULEMENT. »



Jack Layton,  
chef du NPD

« LE NPD N'A PAS ÉMIS UNE FORMULE  
DE CHÈQUES POUR QUE  
CE GOUVERNEMENT ENTRAÎNE  
LE CANADA ENCORE PLUS LOIN  
DANS LA GUERRE, POUR QU'IL  
NOUS ÉLOIGNE DE NOTRE RÔLE  
DE CASQUES BLEUS SUR LA SCÈNE  
INTERNATIONALE. »

## QUOI IL S'EST EMBARQUÉ ?

Le chef de l'opposition officielle, Bill Graham, a rappelé justement au gouvernement hier que son parti « a appuyé fortement la mission canadienne en Afghanistan » et que c'était du devoir des parlementaires aujourd'hui de tenter « de comprendre la nature de la mission en Afghanistan », de tenter de savoir comment le Canada pourra remplir ses autres obligations internationales s'il met tous ses oeufs dans le panier afghan, de connaître enfin le coût financier d'une prolongation de la mission.

Or, a affirmé à *La Presse* hier la députée néo-démocrate Dawn Black, qui siège au comité de la

Défense, « six heures de débat pour discuter de questions aussi importantes que la vie d'hommes et de femmes, aussi bien canadiens qu'afghans, c'est complètement inapproprié ».

« Cette mission est mauvaise et ne donne pas de résultats. Pourquoi faisons-nous cela ? »

Du côté du Sénat, le doyen du Parlement, le sénateur Marcel Prud'homme, a insisté hier sur l'importance de prendre un certain recul sur une question comme celle-là. « Je me souviens très bien, a-t-il dit à *La Presse*, com-

ment nous avons commencé à aller à Chypre. J'étais président du comité des affaires étrangères et de la défense. Nous avons fini par rester là-bas des dizaines d'années. Je m'inquiète aujourd'hui

du rôle que l'on veut nous faire jouer en Afghanistan. Je ne voudrais pas que se reproduise ce qui s'est produit aux Nations unies lorsque le Canada est devenu responsable de la question des réfugiés palestiniens. Personne ne

voulait de cette responsabilité ; tout le monde a dit qu'il fallait que ce soit le Canada. Il n'y a peut-être pas grand-monde qui veut prendre la direction des troupes de l'OTAN en Afghanistan.

Ce qui m'inquiète, c'est comment nous en sommes venus à cette solution-là. Est-ce que les autres refusent cette responsabilité ? »

Dawn Black rappelle de son côté que « les Américains, qui ont la force militaire la plus puissante au monde, sont dans le sud de l'Afghanistan depuis quatre ans à combattre l'insurrection et la situation n'a fait que s'aggraver sur le terrain ».

« Alors pourquoi les Canadiens iraient s'enliser là ? demande-t-elle. Est-ce que c'est parce que personne d'autre ne veut y aller ? Il y a un débat en ce moment là-dessus. Les Anglais devaient être là avec nous. Les Néerlandais devaient être là avec nous. Ils n'y sont toujours pas. »

Le NPD estime ainsi que le Canada a un rôle à jouer en Afghanistan, mais qu'il devrait se limiter à la reconstruction. « Cette mission est mauvaise, insiste M<sup>me</sup> Black à propos de la présence canadienne à Kandahar, et ne donne pas de résultats. Pourquoi faisons-nous cela ? »



PHOTO JOHN McHUGH, AFP

Des soldats canadiens testent leur équipement près de Kandahar. Les troupes canadiennes ont participé à une opération de nettoyage, hier, de concert avec la police et l'armée afghanes dans le but de reprendre le contrôle d'une zone occupée par des talibans. Les échanges de tirs ont coûté la vie à la capitaine Nichola Goddard.

## Une première Canadienne tombe au front

HUGO MEUNIER

Pour la première fois depuis plus de 60 ans, hier, une militaire canadienne a été tuée en fonction. La capitaine Nichola Kathleen Sarah Goddard a perdu la vie au cours d'une fusillade avec des insurgés, en Afghanistan, au moment où la présence militaire dans ce pays enflammait la Chambre des communes.

Le ministère canadien de la Défense nationale a diffusé au compte-gouttes les informations sur cette nouvelle perte humaine en sol afghan, la 17<sup>e</sup> depuis la chute des talibans en 2001. En fin de soirée, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor a néanmoins fait part de sa « profonde tristesse » par voie de communiqué. « Elle nous manquera cruellement, mais si nous pleurons sa perte, nous nous consolons en sachant que son sacrifice n'aura pas été vain. Les femmes et les hommes courageux des Forces canadiennes aident l'Afghanistan à devenir un État stable. »

La capitaine Nichola Goddard participait à une importante offensive, à environ 24 km à l'ouest de Kandahar, au cours de laquelle son unité était déployée en soutien aux autorités afghanes.

Cette opération de nettoyage était menée de concert avec la police et l'armée afghanes.

« Les talibans se regroupaient en grand nombre dans les districts de Zharey et Panjwai et les autorités afghanes voulaient dégager ces poches de résistance », a expliqué la capitaine Stéphanie Godin, jointe au ministère de la Défense nationale.

Les détails précis entourant la mort de M<sup>me</sup> Goddard demeurent inconnus.

Mais selon un officier canadien, on a tiré toute la journée d'hier vers les véhicules de la coalition, avec des armes légères et des roquettes antichars. Des avions militaires américains survolaient également le secteur.

De nombreux talibans auraient été

tués ou fait prisonniers au cours de cette opération, qui a été interrompue momentanément, mais qui devrait reprendre aujourd'hui.

Ce même secteur a été la scène de violence, dimanche. Onze talibans et cinq policiers afghans ont alors

**La capitaine Goddard participait à une importante offensive, à environ 24 km à l'ouest de Kandahar, au cours de laquelle son unité était déployée en soutien aux autorités afghanes.**

perdu la vie au combat.

Quelque 2300 militaires canadiens sont basés à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan. Cette région abrite de nombreux rebelles talibans.

Les Canadiens font partie d'une coalition internationale dont l'objectif est d'assurer le maintien du gouvernement afghan et chasser les talibans.

La capitaine Goddard servait dans

l'artillerie et avait suivi son entraînement militaire à Shilo, au Manitoba, avec le 1<sup>er</sup> Régiment, Royal Canadian Horse Artillery.

Plusieurs informations, comme son âge et son lieu de naissance, n'ont pas été dévoilées hier.

Joint par *La Presse* hier après-midi au Manitoba, le mari de M<sup>me</sup> Goddard n'a pas voulu commenter la tragédie.

« Je ferai des commentaires demain », a calmement répondu l'homme, la voix saccadée.

Pendant ce temps, le ministère canadien de la Défense nationale planifiait le rapatriement de la dépouille mortelle.

**Femmes au combat**

C'est la première fois qu'une militaire canadienne tombe au combat en sol étranger depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Selon des chiffres obtenus auprès du ministère de la Défense nationale, 43 militaires canadiennes ont perdu la vie durant la Première Guerre mondiale et 71 durant la Deuxième.

Parmi elles, seule une minorité a été tuée par l'ennemi.

Aucune militaire canadienne n'a perdu la vie en Corée. Depuis, sept ont perdu la vie, mais aucune au combat.

Les femmes ont accès aux armes de combat depuis 1989.

Environ 10 % des soldats déployés en Afghanistan sont des femmes. Au pays, 225 femmes composent 1,9 % des forces régulières canadiennes. Elles sont 925 dans la réserve, dont elles forment 6,7 % des effectifs.

Avec AFP





# PIERRE FOGLIA

## AH LA LA ! (la suite)

Ça la donc eu un retentissement certain. Vous avez été nombreux à me dire combien la lalalisation du langage vous énervait aussi. En fait, moi, elle ne m'énerve pas, elle me désespère. J'y vois bien plus qu'une faute, j'y vois une corruption, un avachissement, un ramollissement bien de notre époque... Bon, me voilà reparti, s'cusez...

Louise m'apprend que cette insertion d'une lettre superflue — le « l » de *ça la* — s'appelle une épenthèse. Je connaissais le mot, mais je suis un peu déçu. Je croyais que l'épenthèse désignait seulement un procédé littéraire, le célèbre *merdre* d'Alfred Jarry, coquetterie pour laquelle j'ai moi-même un penchant, *théâtre, pouëme*, etc.

Vous n'y êtes pas, me dit Claire, de Rawdon. Vous ne ferez honte à personne en publiant les lalalisations des gens : ils sont si persuadés de parler correctement que lorsque je dis *ça a coûté cher*, on me reprend discrètement, ah bon ça la coûté cher ?

La première dénonciation publique est osée par Michèle : Julie Payette serait une grande spécialiste du *ça la*. Je soupçonne l'astronaute de tomber sur les nerfs de ma correspondante. Chut, ne le répétez pas madame : moi aussi, pas capable. Marc Garneau non

plus d'ailleurs. Je crois que c'est à cause des clichés. Je ne sais pas pourquoi les astronautes — les Américains sont pareils — ont un talent particulier pour collectionner les clichés, les plus navrants étant ceux qu'ils nous rapportent des cieux.

Seconde dénonciation (de Marie-Josée), Robert Lepage, le 25 avril chez Bazzo : Ça la un impact. Du même, d'innombrables *ça la* quelque chose, dans son entrevue à Bureau.

Des lecteurs attirent mon attention sur d'autres épenthèses, puisque épenthèses il y a, très répandues aussi, telles *quand qu'on*, *quand que* et *ça va t'être*. Même si la faute est du même tonneau syntaxique, le *la* m'énarve cent fois plus, sans doute parce que, se faisant avec la langue, il rend un son mouillé et moumoune, lalala. D'autres lecteurs s'agacent beaucoup aussi — pas moi — du redoublement du tu, tu manges-tu, tu viens-tu, tututu. Pas moi, disais-je, peut-être à cause du *Tu m'aimes-tu* de Desjardins, la plus belle chanson d'amour de tous les temps.

D'autres lecteurs comme Francesca s'écartent un peu du sujet, à mon avis, en tombant dans le tic de langage, ces gens qui commentent leurs phrases par *regarde*, et les terminent aussi par *regarde* ou même par *ergarde* ! Les sportifs

sont familiers de ces fixations comme *écoutez*, qui leur servent invariablement d'entame quelle que soit la question, *écoutez...* On t'écoute, envoye shoote. En passant, je me suis appliqué, un midi, à compter les *mais* de Maisonneuve : 287 317 ! C'est des *mais* en ta... comme disait Moose Dupont.

Enfin, plusieurs lecteurs s'amusent des incessants aveux de Collette Provencher, la fille de la météo du 10. *Je dois vous avouer Pierre, je dois vous avouer* Sophie qu'il pleuvra demain. Avouer, c'est reconnaître qu'on a fait ou pas fait quelque chose. Vous pourriez dire à Pierre en ondes : Je dois vous avouer, Pierre, que je n'ai pas mis de petite culotte ce matin, même si ce n'est pas vrai, juste pour voir sa tête. Mais vous ne pouvez pas avouer qu'il va pleuvoir. Surtout qu'entre vous et moi, on commence à en avoir jusque-là de toute cette pluie.

LE GRAND TOUR — Je fus du premier en 1994 ou 1995, on avait fini au parc La Fontaine devant la nouvelle Maison des cyclistes qu'on inaugurerait pour l'occasion. Vous savez de quoi je parle ? Cette randonnée d'à peu près 2000 cyclistes, une semaine au mois d'août, environ 100 kilomètres par jour, pas de bagages, la fête le soir... Douze ans plus tard, le gros peloton n'est toujours pas devenu

un troupeau, la belle histoire continue, la belle histoire et toujours une histoire de plein air, de plein ciel, et de plein d'amis. Et le prix aussi en est un d'ami — moins de 700 \$ pour la semaine.

Cette année le Grand Tour passera trois jours au Vermont. Holà ! Deux mille cyclistes à la douane américaine ? Paraît que tout est arrangé. Départ de Morrisville (nord-est de Stowe) direction Lyndonville, retour au Québec par Stanstead. Pas mal, mais y'avait beaucoup mieux. Notez pour la prochaine fois : les plus belles routes du nord du Vermont sont au centre de l'État, disons entre la 89 et la 14 et entre la frontière et une ligne au sud qui passerait par Cambridge, Jeffersonville, Craftsbury. De Jefferson, tu fais le col de Smugglers Notch pour le fun, mais en haut tu reviens, tu bascules pas vers Stowe, Stowe c'est Saint-Sauveur, qui veut aller à Saint-Sauveur ? À moins d'une invitation de Réjean. Mais je vous dis que c'est pas souvent.

LE LANGAGE — J'ai juste saisi une bribe du sujet de *Maisonneuve à l'écoute*, ce midi. Il était question des gais. D'un sondage, d'une étude, qui révélait que l'homophobie était plus forte chez les gens moins scolarisés. Qu'il était plus difficile d'être gai sur un chantier de construc-

tion que dans une université.

Méfions-nous des vérités trop vraies. C'est sûr que les beaux traitent le pédé de pédé, alors que le prof d'université traite son collègue gai de cher collègue. Mais au-delà des apparences, du langage donc, je ne suis pas du tout certain que les gais soient moins bien acceptés dans les milieux populaires que dans les milieux petits-bourgeois. Être gai et avoir le choix, pas sûr que je ne préférerais pas un papa camionneur à un papa directeur de caisse populaire, ou même professeur.

Les études qui prêtent aux classes moyennes et supérieures plus de civilité qu'à la classe populaire sont préparées et faites par des gens de la classe moyenne et supérieure dont la référence en la matière est essentiellement le langage. C'est la classe moyenne qui a inventé le mot gai pour ne pas avoir à traiter de fifs ses enfants pédés.

On touche ici à un sujet délicat. Le langage correct, est, effectivement, un rempart contre l'oppression de la grossièreté. Mais en même temps, ce n'est pas de la magie. On peut bien appeler Noir le nègre qu'on a dans le coeur, on reste un enclé, et ça n'a rien à voir avec la classe sociale, ça à voir avec le coeur, je viens de le dire.

## MÉTÉO La pluie est là pour rester

MALORIE BEAUCHEMIN

Fatigué de sortir le parapluie, de faire des acrobaties pour éviter les flaques d'eau au coin des rues et d'arriver au boulot trempé ? Il faudra prendre votre mal en patience, puisque le mauvais temps qui accable la métropole depuis plusieurs jours déjà semble là pour rester !

Les prévisions météorologiques pour les prochains jours sont quelque peu navrantes. « Variations sur un même thème :averses et pluie, lance avec une pointe d'humour André Cantin, météorologue à Environnement Canada. Le temps qu'on connaît va se poursuivre encore quelques jours. Il y aura du beau temps relatif dimanche, quelques percées de soleil, mais dès lundi, d'autres systèmes approchent, avec des nuages et des précipitations. »

### La moyenne dépassée

Dans les six derniers jours — de vendredi à hier —, il est tombé sur Montréal plus de 55 mm de pluie, pour un total de 82 mm depuis le début du mois. On a donc déjà dépassé la moyenne de précipitations des 30 dernières années sur la ville pour les mois de mai, qui se situe à 75,5 mm. Si ce mauvais temps persiste sur sa lancée, comme c'est la prévision pour l'instant, le mois pourrait se terminer avec un total de 150 mm de pluie. De quoi causer quelques maux de tête aux piétons et aux cyclistes.

### Loïn du record

Mais la métropole serait encore loin du record de pluie pour un mois de mai, qui s'est produit au printemps 1945. Il était alors tombé sur Montréal 175 mm de pluie en 31 jours. L'an dernier, au mois de mai, apparut comme généralement pluvieux, on n'a eu que 43 maigres millimètres. Dans les dernières années, ce sont 2002 et 2003 qui ont raflé la palme, avec respectivement 127,5 mm et 110,5 mm de pluie totale pour le mois de Marie.

La pluie des derniers jours était attribuable à un système météorologique qui a lourdement affecté le nord-est des États-Unis, causant de nombreuses inondations au Massachusetts, dans le Maine et au New Hampshire. La pluie qui s'en vient doit son origine à un système actuellement au-dessus du nord de l'Ontario.

## Montréal désigné « Ville UNESCO de design »

NICOLAS BÉRUBÉ

Le dynamisme montréalais en matière de design vient d'être reconnu sur le plan international : la métropole vient d'être désignée « Ville UNESCO de design » par l'Alliance globale pour la diversité culturelle.

L'UNESCO souhaite, par cette reconnaissance, souligner la coordination entre les initiatives publiques et privées dans le domaine du design à Montréal, ainsi que son potentiel de développement économique et social. Dans le monde, deux villes ont déjà reçu cette désignation : Buenos Aires et Berlin.

La candidature de Montréal a été préparée par le bureau Design Montréal, à la demande du comité exécutif de la Ville. Il ne s'agit pas ici d'un concours qui opposait Montréal à d'autres villes, mais bien d'une demande de désignation qui a été accueillie favorablement par l'UNESCO.

Le maire de Montréal, Gérald



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

La Grande Bibliothèque, un exemple du design montréalais.

Tremblay, s'est réjoui hier de cette annonce. « Cette désignation de l'UNESCO représente

une reconnaissance internationale majeure pour Montréal et pour tous les créateurs et acteurs

des milieux du design, de la culture et de l'économie de la métropole », a-t-il dit.

Benoît Labonté, membre du comité exécutif responsable de la culture, du patrimoine, du centre-ville et du design, a formulé le souhait que le design soit totalement intégré à la vie montréalaise. « Cette distinction ne doit pas être un couronnement de nos efforts, mais doit servir de deuxième départ. De plus, nous allons pouvoir bénéficier des influences des autres villes désignées par l'UNESCO. »

C'est le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, M. Koïchiro Matsuura, qui remettra le certificat au maire de Montréal à l'occasion de sa visite prochaine, prévue pour le début du mois de juin.

Il y a deux ans, Montréal avait été choisi pour accueillir les locaux de l'International Design Alliance (IDA), une prestigieuse association de design industriel et graphique. Cette alliance internationale est née de la concertation des deux principales organisations internationales dans les domaines du design industriel et graphique, soit l'International Council of Graphic Design Associations (ICOGRADA) et l'International Council of Societies of Industrial Design (ICSID).



LA CHEMISE **CONFORT STRETCH** 39,95

**ÉCONOMISEZ 50%** sur une chemise signée Hörst, très appréciée pour son grand confort, son entretien sans souci et sa tenue impeccable, parce qu'elle marie une proportion parfaite de coton et de polyester: Blanc, noir, gris, crème, choco, moka, vert, marine, royal, rose, bleu, rouge, orange. 1/4 1/2 à 17 1/2. Rég. 80,00



LE BOXEUR **SANS COUTURE** 12,99

**ÉCONOMISEZ 27%** sur un sous-vêtement taille basse, importé d'Italie exclusivement pour le 31, en tricot tactel stretch, qui moule comme une seconde peau avec sa texture de fines côtes au devant et vous procure un confort irréprochable. Noir, blanc, rouge. P.m.g.tg. Rég. 18,00

3404939A



WWW.SIMONS.CA POUR EN VOIR ENCORE PLUS !

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

## ACTUALITÉS

## REGISTRE DES ARMES À FEU

## Feu vert aux « chasseurs de canard »

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le gouvernement conservateur de Stephen Harper est passé de la parole aux actes en mettant en branle une série de mesures pour éliminer le registre des armes à feu de chasse, qu'il a qualifié de « coûteux » et d'« inefficace ».

« Les chasseurs de canard », pour reprendre l'expression qu'affectionnait le premier ministre Harper au cours de la dernière campagne électorale, n'auront donc plus à payer pour enregistrer leurs armes et ils ne seront pas poursuivis s'ils ont omis de les enregistrer.

Le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, a en effet annoncé hier que ces propriétaires d'armes dites « sans restriction » bénéficieront dès maintenant d'une amnistie d'un an, le temps nécessaire, a estimé le ministre, « pour permettre aux citoyens respectueux des lois de se conformer à nouveau aux dispositions législatives en vigueur ».

Pendant ce temps, le gouvernement Harper s'emploiera à déposer le plus vite possible un projet de loi qui mettra un terme une fois pour toutes, s'il est adopté, à l'obligation d'enregistrer les armes à feu de chasse et les carabines. Ces nouvelles dispositions législatives ne dispenseront cependant pas les propriétaires de fusils de chasse et de carabines de l'obligation de se procurer un permis de possession, une disposition qui permettra au gouvernement, selon M. Day, de continuer à contrôler l'utilisation criminelle ou négligente d'armes à feu.

Par ailleurs, le registre des armes de poing — qui existe depuis 1934 et qui compte pour environ 10 % des quelque sept millions d'armes inscrites au registre des armes à feu — ne sera pas aboli. De plus, toutes les catégories d'armes à feu actuellement définies comme étant prohibées continueront de l'être.

« Ce nouveau gouvernement, a déclaré Stockwell Day en conférence de presse, ne continuera pas à financer des programmes inefficaces. Nous investirons plutôt nos ressources dans l'amélioration de la protection des familles canadiennes et de leur collectivité en augmentant la présence policière dans nos rues, en finançant les initiatives de pré-



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Les propriétaires d'armes à feu de chasse bénéficient dès maintenant d'une amnistie d'un an. Ils n'auront plus à payer pour enregistrer leurs armes.

vention du crime et en apportant un soutien aux victimes d'actes criminels. »

Le programme du registre national des armes à feu a été créé il y a 11 ans par les libéraux de Jean

**« Ce nouveau gouvernement ne continuera pas à financer des programmes inefficaces », a déclaré Stockwell Day.**

Chrétien et ses coûts d'exploitation, qui devaient s'élever à 2 millions par année, frôlent aujourd'hui le milliard. Avant-hier, la vérificatrice générale, Sheila Fraser, a révélé dans un rapport que le Centre des armes à feu Canada avait fait sous le gouvernement libéral des cachotteries au

Parlement au sujet de ses coûts véritables, ce qui violait les conventions comptables du gouvernement et constituait une violation « très sérieuse » de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Même si le rapport de M<sup>me</sup> Fraser affirme que les améliorations apportées à la gestion du programme depuis 2002 sont « satisfaisantes », le gouvernement Harper profite aujourd'hui des nombreuses défaillances signalées par la vérificatrice générale pour enclencher sa promesse

électorale de se débarrasser du registre.

Parmi les autres mesures annoncées hier par le ministre de la Sécurité publique, le gouvernement transfère la responsabilité du Centre des armes à feu Canada à la Gendarmerie royale. Il remboursera également les frais déjà perçus pour les renouvellements et les reclassements de permis. Il élimine enfin la vérification physique des armes à feu sans restriction.

Le gouvernement du Québec a condamné hier la décision d'Ottawa. Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, exige le maintien intégral du registre des armes à feu. « Le registre est consulté par les policiers de façon importante. C'est un outil utile et

efficace », a-t-il plaidé. Jacques Dupuis entend « faire des représentations très claires » auprès de son homologue fédéral et du premier ministre Stephen Harper afin de les faire reculer.

« On va faire la bataille pour faire comprendre au gouvernement fédéral que nous ne souhaitons pas qu'il procède au démantèlement du registre des armes à feu », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, la Coalition pour le contrôle des armes à feu a qualifié d'incompréhensible la volonté du gouvernement Harper de soustraire les armes de chasse du registre des armes à feu, estimant qu'elles sont tout aussi dangereuses que les armes de poing.

Avec la collaboration de Tommy Chouinard



UNE DES MEILLEURES UNIVERSITÉS AU MONDE EST QUÉBÉCOISE.

PRÉNOM, NOM: Marie-Ève Lemieux

VIENT DE: Côte de Beaupré

ÉTUDES: Sciences de l'agriculture et de l'environnement

AIME: Le Grand Nord canadien

N'AIME PAS: Les pessimistes

AMBITION: Créer un lien entre la science et la politique

RÉALISATION: Prix Scarlet Key; Présidente des Services aux étudiant(e)s du campus Macdonald (SECM)

A CHOISI MCGILL: «Pour les professeurs visionnaires et l'esprit communautaire.»

Tout comme Marie-Ève, plus de 6000 étudiants francophones vivent et préparent leur avenir sur les campus de l'une des 25 meilleures universités sur la scène internationale\*. McGill, près de chez vous et ouverte sur le monde.

\*Times Higher Education Supplement, 2005

 McGill

## Quatre morts dans une mine de Teck Cominco

AGENCE FRANCE-PRESSE

VANCOUVER — Quatre personnes ont perdu la vie lors d'un accident à l'ancienne mine de zinc Sullivan, en Colombie-Britannique, dans l'Ouest canadien, a annoncé hier le géant minier Teck Cominco.

« Un tragique incident s'est produit sur le site de la mine fermée de Sullivan à Kimberley, en Colombie-Britannique, provoquant la mort de quatre personnes », a indiqué le groupe minier dans un communiqué. La mine de zinc de Sullivan est fermée depuis 2001, mais des travaux de décontamination y sont toujours en cours.

Les victimes sont un employé de la mine, un consultant et deux sauveteurs. Selon les premières indications, les victimes auraient péri en inhalant des gaz toxiques, mais cette thèse « ne peut être confirmée » pour le moment, a déclaré à l'AFP, James Ogilvie, maire de la ville de Kimberley.

## DÉCOUVREZ LE CODE À MAISON SONY

SONY

POUR AVOIR LA CHANCE DE GAGNER UN VOYAGE POUR 2 PERSONNES À PARIS

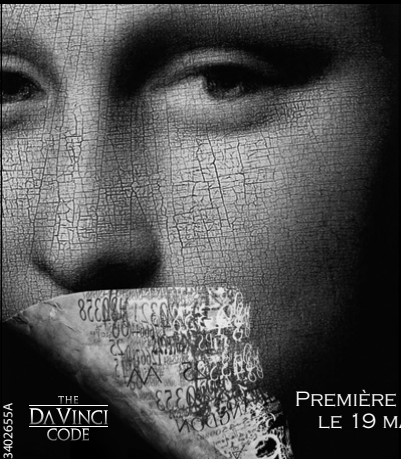
AINSI QUE D'AUTRES PRIX, Y COMPRIS DES PRODUITS SONY, DES EXEMPLAIRES DU LIVRE THE DA VINCI CODE ET LES BILLETS DE CINÉMA LES PLUS EN DEMANDE!

(CERTAINES CONDITIONS S'APPLIQUENT. RÉGLEMENTS DU CONCOURS AFFICHÉS EN MAGASIN)



Maison Sony

on pense comme vous™



PREMIÈRE MONDIALE LE 19 MAI 2006

SONY PICTURA

© Sony, Maison Sony, nous pensons comme vous sont des marques déposées de Sony Corporation. Pulse est une marque de commerce de Sony du Canada Inc. The Da Vinci Code est une marque de commerce de Dan Brown.

3402810

Bureaux coordonnateurs des garderies familiales

# Québec se défend de privilégier la communauté juive

TOMMY CHOUINARD  
ET HUGO MEUNIER

La ministre de la Famille, Carole Théberge, nie avoir accordé un privilège à la communauté juive en lui attribuant un bureau coordonnateur de garderies en milieu familial bien à elle.

Le gouvernement Charest a modifié le découpage du territoire couvert par le centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la Montagne le 3 avril, après la date limite pour le dépôt de mises en candidature des centres de la petite enfance (CPE) qui souhaitent devenir bureau coordonnateur, a démontré *Le Journal de Montréal* hier.

À l'origine, ce territoire de Montréal devait être divisé en trois districts. Le gouvernement a décidé de le découper plutôt en deux districts, qui ont été confiés au CPE Jardins de fruits et au CPE du Parc.

Or, le regroupement de CPE Gan Unifié, qui est administré par la Jewish Family Services, est devenu bureau coordonnateur lui aussi. L'ensemble du CSSS relève ainsi de lui afin qu'il puisse gérer les garderies familiales juives.

« On n'a favorisé personne », s'est défendue M<sup>me</sup> Théberge. Selon elle, le gouvernement n'a fait qu'appliquer les critères établis à l'article 43 de la loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance adoptée en décembre dernier.

Pour devenir bureau coordonnateur, un CPE ou un regroupement de CPE doit démontrer qu'il est en mesure de coordonner la garde en milieu familial en tenant compte des « caractéristiques géographiques et culturelles » de son milieu.

« Tout s'est fait dans les règles », a expliqué M<sup>me</sup> Théberge. Selon elle, Gan Unifié est devenu bureau coordonnateur parce qu'il démontrait « la meilleure capacité » à rendre les services à la communauté juive.

Confier à un même bureau coordonnateur la gestion des garderies familiales juives situées sur le territoire du CSSS de la Montagne est plus simple et pratique, précise le cabinet de la ministre.

Pour des considérations semblables, ajoute-t-il, le gouvernement a agrégé trois bureaux coordonnateurs autochtones au Québec.

Les 12 CPE regroupés sous Gan Unifié géraient jusqu'à maintenant 660 places en milieu familial alors que, à titre de bureau coordonnateur, ils auront la responsabilité de 430 places à compter du 1<sup>er</sup> juin.

Les 230 places restantes seront gérées par d'autres bureaux coordonnateurs parce qu'elles se situent à l'extérieur du CSSS de la Montagne.

« Le processus de sélection a été rigoureux », a assuré M<sup>me</sup> Théberge. Rappelons que 379 candidatures ont été déposées au ministère de la Famille et que 164 bureaux coordonnateurs ont été créés dans l'ensemble du Québec.

Le critique péquiste en matière de services de garde, Richard Legendre, accuse M<sup>me</sup> Théberge d'aller à



PHOTO CLEMENT ALLARD, CP

La ministre de la Famille, Carole Théberge, assure que l'attribution des bureaux coordonnateurs s'est faite dans les règles.

l'encontre de l'avis d'un groupe de travail qu'elle a elle-même nommé. Le 24 février, ce groupe de travail recommandait de choisir les bu-

« La ministre a introduit un nouveau critère, un critère d'ethnicité ou de religion », a déploré M. Legendre.

reaux coordonnateurs sur une base territoriale, et non pas sur une base confessionnelle. « La ministre a introduit un nouveau critère, un critère d'ethnicité ou de religion », a déploré M. Legendre.

nancement à 100 % des écoles privées juives, une décision sur laquelle Québec est finalement revenu.

Comme la ministre « a changé les règles du jeu » après le dépôt

de mises en candidature, M. Legendre dit craindre que d'autres communautés réclament des bureaux coordonnateurs bien à elles.

S'il refuse de dénoncer le privilège accordé aux juifs, le président du Conseil des musulmans de Montréal, Salam Elmenyawi, estime que l'ensemble des communautés devrait bénéficier des mêmes privilèges.

Comme M. Elmenyawi n'était pas au fait du dossier, il n'a pu dire s'il aurait aimé que les musulmans puissent bénéficier du même privilège que les juifs.

Comme M. Elmenyawi n'était pas au fait du dossier, il n'a pu dire s'il aurait aimé que les musulmans puissent bénéficier du même privilège que les juifs.

Comme M. Elmenyawi n'était pas au fait du dossier, il n'a pu dire s'il aurait aimé que les musulmans puissent bénéficier du même privilège que les juifs.

Comme M. Elmenyawi n'était pas au fait du dossier, il n'a pu dire s'il aurait aimé que les musulmans puissent bénéficier du même privilège que les juifs.

Comme M. Elmenyawi n'était pas au fait du dossier, il n'a pu dire s'il aurait aimé que les musulmans puissent bénéficier du même privilège que les juifs.

Comme M. Elmenyawi n'était pas au fait du dossier, il n'a pu dire s'il aurait aimé que les musulmans puissent bénéficier du même privilège que les juifs.

ÉQUITÉ  
SALARIALE

## La CSN approuve le projet de loi

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Un pas important sera fait aujourd'hui en vue du règlement du dossier de l'équité salariale des employés du secteur public : Québec déposera en effet un projet de loi permettant d'accélérer les discussions avec les centrales syndicales.

« Je souhaite régler l'équité... Ce projet de loi est certainement une cheville importante, et j'ai obtenu l'assentiment des centrales syndicales », a soutenu hier la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget.

Rétroactivité

Le paiement de 1,5 milliard de dollars de rétroactivité remontant à 2001 dépend d'une entente entre Québec et les centrales. *La Presse* avait annoncé, la semaine dernière, le dépôt imminent du projet de loi.

« Ainsi, on empêchera que deux salariées faisant le même travail aient des traitements différents parce qu'elles sont dans deux syndicats distincts », a expliqué M<sup>me</sup> Jérôme-Forget.

Dans les coulisses, on explique que l'approbation de la CSN à l'intégration d'un nouveau groupe, les technologues de la santé, a retardé la préparation du projet de loi.

Avec l'aval des centrales, il faut prévoir que ce projet de loi avancera rapidement vers son adoption à l'Assemblée nationale. Par la suite, il faut s'attendre à une entente de principe rapide sur l'équité salariale, une question débattue depuis plus de cinq ans désormais par les centrales et le gouvernement. Le paiement de la rétroactivité, à cause des procédures d'affichage prévues par la loi, ne pourra se faire avant l'été, indique-t-on par ailleurs.

GRIPPE AVIAIRE

## La menace subsiste

BAPTISTE  
RICARD-CHÂTELAIN

LE SOLEIL

QUÉBEC — L'Organisation mondiale de la santé (OMS) juge que la menace de pandémie de grippe aviaire est toujours sérieuse, soulignant du même souffle que les préparatifs serviront peut-être pour une autre maladie.

Les médias regardant vers d'autres cieux, on pourrait déduire que le virus H5N1 — le candidat numéro 1 pour une pandémie — n'est plus dangereux. « C'est encore quelque chose de sérieux qui doit être suivi », soutient néanmoins le porte-parole du département des maladies transmissibles de l'OMS, Maria Cheng, jointe à Genève.

Nouveaux cas

Le virus est présent encore chez les volatiles de plusieurs pays, surtout en Indonésie. Quatorze personnes sont mortes de la grippe aviaire dans l'archipel depuis le début de l'année. Et des citoyens de nouveaux pays ont été terrassés : Égypte, Turquie, Azerbaïdjan, Irak.

« Ce n'est plus concentré dans le Sud-Est asiatique. Mais nous ne savons pas si le H5N1 va causer la pandémie, précise M<sup>me</sup> Cheng. Ce pourrait être un autre sous-type du virus de la grippe. Ça demeure tout de même celui qui nous préoccupe le plus. »

Peu importe la prochaine maladie qui étendra ses tentacules sur la planète : au moins, des stratégies de lutte auront été élaborées, enchaîne-t-elle.

Entre-temps, on peut obtenir des renseignements sur l'épidémiologie de grippe aviaire dans un site Internet créé par le gouvernement québécois : [www.pandemiequebec.ca](http://www.pandemiequebec.ca)

# Martin Cauchon appuie Bob Rae

MALORIE BEAUCHEMIN

L'ancien ministre de la Justice et proche de Jean Chrétien, Martin Cauchon, a profité du lancement de la campagne au Québec de Bob Rae pour annoncer qu'il accordait son appui à l'ancien premier ministre de l'Ontario, dans la course à la direction du Parti libéral du Canada.

« Lorsque je regarde l'ensemble des candidats, je pense que la personne qui est prête à relever le défi, à diriger le Parti libéral du Canada, pour l'avenir de notre parti, mais en bout de ligne pour l'avenir de notre pays et de nos enfants, c'est sans aucun doute Bob Rae », a déclaré M. Cauchon, député fédéral d'Outremont de 1993 à 2004, et tour à tour ministre du Revenu, ministre responsable du Québec et ministre de la Justice.

Pour lui, Bob Rae est « le bon choix », qui pourra remettre sur pied le Parti libéral du Canada. « Il a une vision pour qu'on puisse évoluer ensemble à l'intérieur d'un cadre fédéral souple, qui respecte chacune des composantes. Ainsi, nous aurons un Canada plus fort, un pays qui sera capable de se mesurer davantage à l'international », a déclaré l'ex-ministre devant quelque 150 militants, venus appuyer

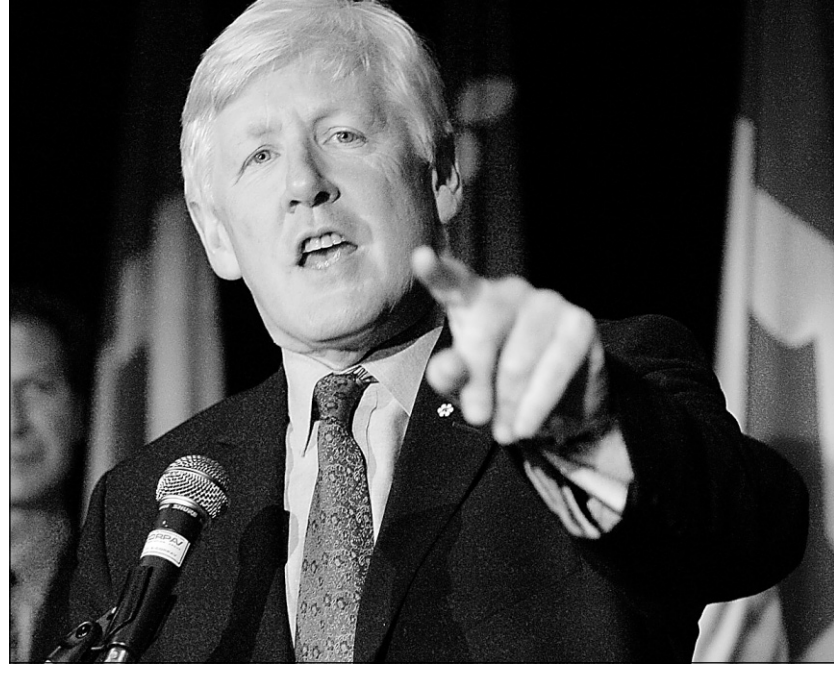


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Bon Rae tente un retour en politique après une absence de plus de 10 ans.

Bob Rae. Ce dernier, à qui on a parfois reproché de représenter la vieille garde du parti, a fait son entrée dans la salle de conférence d'un hôtel montréalais, escorté par une douzaine de jeunes militants libéraux, tout sourire.

M. Rae s'est prononcé en faveur du respect du protocole de Kyoto,

ratifié par l'ancien gouvernement libéral, et a fustigé le premier ministre conservateur Stephen Harper, qui tenait au même moment un vote aux Communes sur le prolongement de la présence militaire canadienne en Afghanistan.

« Si j'étais député fédéral en ce

moment, je ne pourrais pas donner un chèque en blanc à M. Harper », a-t-il dit.

Âgé de 57 ans, l'ancien premier ministre de l'Ontario de 1990 à 1995 tente un retour en politique après un mandat controversé à la tête d'un gouvernement néo-démocrate qui a laissé l'Ontario au bord de la faillite.

Il n'est membre du PLC que depuis peu, mais jouit de l'appui de plusieurs anciens collaborateurs de Jean Chrétien. Il a redit, hier, son intention d'instaurer un fédéralisme progressiste.

Depuis l'annonce de sa candidature à la direction du PLC, il avait réussi à recruter plusieurs anciens organisateurs de Martin Cauchon. Il avait aussi courtoisé l'ancien ministre de l'Immigration, Denis Coderre, qui s'est finalement rallié au candidat ontarien Michael Ignatieff. Rappelons que M. Coderre et Cauchon sont des rivaux de longue date.

L'ancien ministre libéral responsable de la Francophonie, Jacques Saada, est responsable de l'organisation politique de M. Rae au Québec. Au lancement d'hier, l'astronaute et candidat libéral défait aux dernières élections, Marc Garneau, se trouvait parmi la foule.

## ACTUALITÉS

# Le vice-président de Groupaction craignait même d'être tué

ANDRÉ CÉDILOT

Le vice-président de Groupaction, Jean Lambert, craignait de passer pour fou ou d'être tué s'il dénonçait la magouille des commandites.

Témoin clé de la poursuite au procès pour fraudes de Charles Guité, le petit homme de 50 ans a estomaqué tout le monde à son retour à la barre, hier, en demandant au tribunal de pouvoir expliquer plus à fond ce qui l'a incité à rédiger le faux rapport que Jean Brault a remis au gouvernement fédéral en 1996.

La veille, au moment de l'ajournement, Lambert avait expliqué avoir simplement répondu à l'ordre de son patron quand il a préparé le document traitant de la visibilité du gou-

**« Si j'avais raison, l'idée d'avoir un accident de chasse dans mon salon ne me plaisait guère. »**

vernement Chrétien au Québec et dans les provinces maritimes.

« C'était une réponse un peu laconique », a-t-il dit au juge Fraser Martin. Se tournant ensuite vers les huit hommes et quatre femmes qui forment le jury, il a justifié sa conduite en disant avoir été pris au piège par les méthodes peu orthodoxes de son patron, Jean Brault, et de son entourage politique.

« Je sentais que je n'avais pas le choix de me plier aux directives de Jean Brault. Les transferts de budgets d'une année à l'autre et la manipulation d'événements, je ne pouvais pas deviner que ça allait donner ça

C'est au fil des années qu'il est devenu évident que ça devenait très tentaculaire comme système. Il devenait évident aussi que le PMO (ainsi qu'on appelle le bureau du premier ministre du Canada) était au centre de tout ça », a-t-il raconté avec emphase.

« Je me sentais piégé. Je me disais : ça ne se peut pas, ce sont de grandes institutions, la haute fonction publique, des ministres, ça ne peut être vrai... Mais le lendemain, je me levais, mais c'était toujours pareil. Bref, ça ressemblait à un chien, ça sentait le chien, c'était donc un chien », a relaté Lambert, en paraphrasant l'expression anglaise bien connue.

Du même souffle, il a ajouté : « C'était des gros joueurs, des grosses pointures, et moi j'ai réalisé que je n'étais qu'un grain de poussière là-dedans. » Or, « si j'avais tout dénoncé et que j'avais tort, on aurait dit que je vois des conspirations partout et je me serais retrouvé dans une ambulance capitonée, avec une camisole de force. Et si j'avais raison, l'idée d'avoir un accident de chasse dans mon salon ne me plaisait guère ».

S'estimant dans un cul-de-sac, Lambert a demandé à Jean Brault de le tenir loin du programme de commandites en lui confiant « des vrais dossiers ». Insatisfait, il dit avoir démissionné en 2001, alors que l'entreprise était sur son déclin.

Comme plusieurs de ses anciens collègues de Groupaction qui ont témoigné hier, Lambert affirme que c'est la GRC qui lui a montré le rapport final sur les commandites que Groupaction a confectionné pour le gouvernement. « Je ne l'avais jamais vu



Jean Lambert au procès de Charles Guité : « Je sentais que je n'avais pas le choix de me plier aux directives de Jean Brault. »

avant », a-t-il dit. Après l'avoir de nouveau examiné, il a indiqué qu'il ne répondait pas aux exigences du contrat, tant dans la forme que le contenu.

Selon lui, le document est presque l'intégrale du projet synthèse qu'il avait mis à peu près 80 heures à préparer avec une jeune employée. De son côté, un expert de la poursuite, Pierre Contant, a révélé que Groupaction avait comptabilisé

plus de 4188 heures de travail pour ce dossier, dont 185 au nom de Jean Lambert. Total de la facture : 491 150 \$.

Un à un, cinq ou six autres employés de l'ancienne agence de publicité de la rue Sherbrooke, pour la plupart des cadres, sont venus dire qu'ils avaient accepté de trafiquer des relevés de temps pour avantager leur patron. C'est ainsi, à en croire les documents, que le laveur d'au-

tos de Jean Brault aurait consacré 313 heures — à un taux horaire de 50 \$ — au dossier des commandites.

« On m'a fait remplir des feuilles de temps, mais je n'ai absolument jamais travaillé à ce rapport », a-t-il dit sans détour devant le tribunal.

Après la phase plus technique, le procès semble vouloir prendre sa vitesse de croisière. Il se continue aujourd'hui.

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

# 2X

plus grand.  
plus de modèles.  
plus de service.

*L'équipe*

BMW Canbec  
et MINI Mont Royal



ré-ouverture  
le 18 mai.  
BMW CANBEC,  
MINI Mont Royal  
4070 Jean-Talon O.

**BMW  
Canbec**

(514) 731-7871  
www.bmwcanbec.ca




Le plaisir de conduire™



**Mont Royal**

(514) 289-MINI  
www.minimontroyal.ca



Haut de Bikini  
**14,90 \$**

**H&M**

**NOUS APPORTONS AUJOURD'HUI NOTRE  
STYLE AU CARREFOUR LAVAL.**

Aujourd'hui à midi, ne manquez pas l'ouverture de notre nouvelle succursale à Laval. Vous y trouverez les dernières tendances pour gars et filles avec des nouveautés quotidiennement, le tout à nos bas prix légendaires! Et bien sûr, des offres d'ouverture impressionnantes comme un rabais de 10 \$ sur tous les jeans, du 18 au 21 mai.

SOYEZ PARMIS LES 150 PREMIERS CLIENTS ET RECEVEZ UNE RÉDUCTION DE **20 %** SUR VOTRE ACHAT.



## SUITES DE LA UNE

## La couche d'ozone en voie de guérison?

## COUCHE

suite de la page A1

En entrevue à *La Presse*, l'auteure de l'étude, Betsy Weatherhead, n'a d'ailleurs pas hésité à faire un rapprochement avec le protocole de Kyoto. À son avis, cette victoire démontre hors de tout doute que les États ont un impact direct sur l'avenir de la planète lorsqu'ils se serrent les coudes.

« C'est formidable, le protocole de Montréal est un véritable *success story*, lance la chercheuse de l'Université du Colorado. Nos observations montrent que l'atmosphère répond directement à ce qui a été entrepris depuis sa ratification. Après avoir décliné pendant des années, la couche d'ozone s'est stabilisée et montre maintenant des signes de guérison à plusieurs endroits. »

Une réserve existe, cependant : l'activité volcanique et solaire pourrait bien faire décliner à nouveau la couche d'ozone. Notons d'ailleurs que l'étude ne tient pas compte de l'absence, au cours de la dernière décennie, d'éruptions volcaniques majeures, lesquelles émettent du sulfate qui s'attaque à l'ozone.

« Il est possible que nous consta-

tions encore des niveaux très bas d'ozone au cours des prochaines années, explique M<sup>me</sup> Weatherhead, mais la tendance générale que nous observons actuellement est que l'atmosphère commence à guérir. »

Essentielle à la vie sur Terre, la couche d'ozone recouvre la planète et protège les organismes vivants des rayonnements ultraviolets nocifs émis par le Soleil. Or, au milieu des années 80, la communauté scientifique a observé un amincissement dangereux de cette couche. Les chlorofluorocarbures (CFC), que l'on retrouvait surtout dans les bombes aérosols, les réfrigérateurs et les climatiseurs d'autos, ont aussitôt été montrés du doigt.

Les CFC modifient en effet la concentration et la distribution de la couche d'ozone dans la stratosphère. Ils sont ainsi responsables du fameux « trou » que l'on peut observer dans l'Arctique, lequel atteint parfois Montréal au printemps, précise M<sup>me</sup> Weatherhead.

Le problème est que l'appauvrissement de la couche d'ozone permet une plus grande pénétration des rayons ultraviolets (UV) dans l'atmosphère, situation qui peut avoir des effets néfastes sur les cultures, la

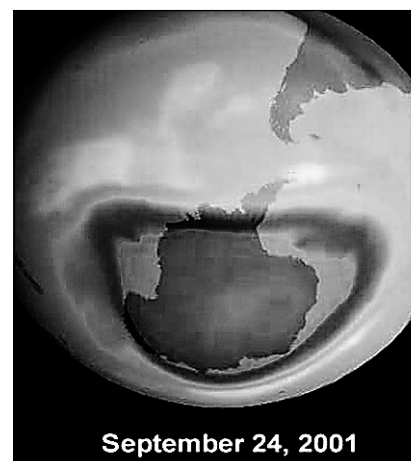
croissance des forêts et, surtout, la santé humaine.

Les scientifiques s'accordent en effet pour dire que l'amincissement de la couche d'ozone permet aux UV de s'attaquer aux yeux, de vieillir prématurément la peau et même de provoquer des cancers de la peau. On recommande donc, malgré les bonnes nouvelles, de continuer à se protéger du soleil.

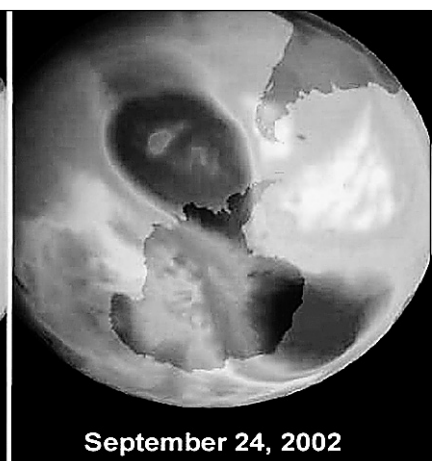
## De 1987 à 2006

Cela dit, ce problème majeur a incité 188 pays à signer, en 1987, le protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Cette entente visait une réduction progressive de la consommation, de la production et de l'exportation de huit substances néfastes pour la couche d'ozone, notamment les CFC, qui ont été interdits dès 1996.

« Nous avons remarqué que la concentration des produits chimiques qui s'attaquent à l'ozone a arrêté de croître en 1996. Nous avons aussi constaté que l'ozone a arrêté de se dégrader la même année. C'est donc très clair qu'il existe un lien entre les deux », soutient M<sup>me</sup> Weatherhead. Il est aussi très clair



September 24, 2001



September 24, 2002

PHOTO NASA/THE NEW YORK TIMES

Des images captées par satellite au-dessus de l'Antarctique montrent que le trou dans la couche d'ozone s'est divisé en deux entre septembre 2001 et septembre 2002.

pour la chercheuse que le protocole de Montréal est exemplaire dans son efficacité et son impact.

« Nous pouvons certainement faire un lien avec le protocole de Kyoto, a-t-elle dit. Le protocole de Montréal est un excellent exemple de ce qui peut être fait pour s'attaquer aux changements climatiques, à la différence qu'il est plus facile d'éli-

miner certains produits chimiques des frigos que de modifier nos habitudes de consommation. Une chose est sûre : nous devons agir, sinon nous payerons le prix de notre inaction. »

## COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : francois.cardinal@lapresse.ca

## PASSEPORT CANADIEN

## Le Sénat américain recommande un sursis

## PASSEPORT

suite de la page A1

« Cela va nous donner plus de temps pour trouver une solution appropriée, tant pour la sécurité que le commerce », a déclaré le sénateur démocrate de l'État de New York, Charles Schumer, au sujet de la modification proposée. « Avec le passage de cet amendement, nous savons dorénavant que le commerce à la frontière, à l'ouest et au nord de l'État de New York, ne sera pas bloqué », a-t-il ajouté.

Rappelons que les autorités américaines ont prévu réclamer un passeport ou une carte d'identité spéciale à tous les voyageurs qui traversent leur frontière terrestre dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Si les sénateurs ont gain de cause,

le changement se produira le 1<sup>er</sup> juin 2009. Mais le passeport deviendra malgré tout l'unique document accepté pour entrer aux États-Unis par avion ou par bateau à partir de janvier prochain.

Si tous les acteurs de ce dossier consultés hier se réjouissaient, ils ont aussi tenu à souligner que malgré l'amendement, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Premièrement, le projet de loi sur l'immigration qui comprend cet amendement — notamment parrainé par le sénateur du Vermont Patrick Leahy — doit être adopté par le Sénat.

L'amendement doit ensuite être accepté par ce qui est en quelque sorte l'équivalent américain de la Chambre des communes à Ottawa, la Chambre des représentants du

Congrès. Celle-ci n'a pas prévu de mesure similaire dans son projet de loi sur l'immigration, adopté l'an dernier.

« C'est un développement positif, a déclaré le porte-parole de l'ambassade canadienne à Washington, Bernard Etzinger. Mais c'est important de comprendre que ce qui a été voté aujourd'hui n'est pas la décision finale. »

Même son de cloche du côté de la ministre québécoise des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay. « Ce n'est pas mauvais, mais c'est un petit pas, a-t-elle affirmé. C'est loin d'être gagné. Il faut continuer à se mobiliser. »

La présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand, s'est aussi dite satisfaite de la décision. « Un mora-

toire de 18 mois, c'est énorme », a-t-elle lancé. Selon elle, cette décision n'est pas étrangère aux pressions exercées sur Washington au cours des dernières semaines. Samedi, le premier ministre Jean Charest, ses homologues de l'Atlantique et les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre ont adopté une résolution demandant au Congrès américain de reporter l'entrée en vigueur de la loi.

Réunis à Plattsburgh au début de la semaine à l'occasion d'un sommet portant sur la frontière canado-américaine, des gens d'affaires du Québec et de l'État de New York ont également réclamé un tel report. Françoise Bertrand participait au sommet. « L'ensemble de ces voix fait qu'on a franchi un premier rendez-vous de façon efficace. J'ai con-

fiance que la suite sera aussi positive », a-t-elle affirmé.

Françoise Bertrand se garde bien de crier victoire. Elle est consciente que d'autres efforts devront être déployés, notamment auprès de la Chambre des représentants, pour faire reculer Washington. « Gagner une bataille, ce n'est pas gagner la guerre », a-t-elle dit. Françoise Bertrand croit que le délai de 18 mois doit être utilisé pour trouver une solution de rechange au passeport obligatoire à la frontière. « Il faudra éviter que ce soit un obstacle au commerce et au tourisme », a-t-elle dit.

Jean Charest suggère la création d'un permis de conduire « harmonisé » sur lequel des informations supplémentaires seraient inscrites.

FIN DE SEMAINE  
Panasonic

VENDREDI 19 MAI DE 14h à 21h  
SAMEDI 20 MAI DE 10h à 17h

Le Grand Chef de la photographie vous invite à rencontrer le représentant de **Panasonic**, Marc Poirier, pour une démonstration personnalisée!

## LZ5



- 6 mégapixels
- Zoom optique 6x
- Écran ACL de 2,5"
- Moteur Vénus PLUS
- Formats d'images multiples (4:3/3:2/16:9)
- Enregistrement d'images animées avec audio
- Mise au point automatique haute vitesse
- Mode de prises de vues en rafale
- Stabilisateur optique de l'image

399<sup>99</sup>\$

## FZ7



- 6 mégapixels
- Zoom optique 12x
- Moteur Vénus II
- Écran ACL de 2,5"
- Viseur électronique couleur
- Réglage manuel de l'exposition et de la mise au point
- Ouverture F2,8 à 3,3
- Flash escamotable

569<sup>99</sup>\$

## GS300



- 3 CCD
- Zoom optique 10x
- Stabilisateur optique de l'image
- Objectif Dicomar de Leica
- Moteur de couleur pure évolué
- Grand écran à cristaux liquides de 2,7"
- Touche de navigation et manette de commande
- Mode d'aide à l'écran
- Mise en/hors tension instantanée
- Images fixes à 3,1 mégapixels

929<sup>99</sup>\$

## GS500



- 3 CCD
- Zoom optique 12x
- Stabilisateur optique de l'image
- Objectif Dicomar F1.6 de Leica
- Moteur couleur pure évolué
- Images fixes numériques à 4 mégapixels
- Grand écran à cristaux liquides de 2,7"
- Touche de navigation et manette de commande
- Mode d'aide à l'écran
- Mise en/hors tension instantanée

1199<sup>99</sup>\$

**L.L. Lozeau**  
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE

6229, St-Hubert  
Montréal (Québec)  
www.lozeau.com  
514.274.6577  
1.800.363.3535

accord D  
Desjardins  
PHOTOS peuvent différer  
Valide jusqu'au  
1<sup>er</sup> juin 2006

## TAPIS SAHARA

est dans un monde à part pour les

TAPIS PERSANS NOUÉS MAIN ET PIÈCES UNIQUES FAITES À LA MACHINE

- Le plus grand choix de carpettes
- La meilleure qualité
- Les plus bas prix
- Chèque-cadeau transférable\*

Jusqu'à  
**70%**  
de rabais

à l'achat d'un nouveau tapis persan noué main, si vous apportez votre ancienne carpepe, quels que soient ses dimensions, son état et sa qualité.

TAPIS SAHARA, 4890, JEAN-TALON OUEST  
MONTRÉAL (ANGLE VICTORIA) TEL. : (514) 733-3733

FAITES DE CYBERPRESSE.CA  
VOTRE PAGE D'ACCUEIL

DIRECTEMENT BRANCHÉ SUR LA NOUVELLE **cyberpresse.ca**  
cyberpresse.ca/mapage



## On joue pour vrai.

26 juillet au 5 août 2006

1<sup>ers</sup> Outgames mondiaux  
Montréal 2006

Une célébration des sports,  
de la culture et des droits humains.  
Ouvret à tous. Inscrivez-vous!

35 disciplines sportives | 6 activités culturelles | Conférence internationale  
sur les droits humains des LGBT | Cérémonies d'ouverture et de clôture  
| 3 partys officiels organisés par le BBCM

Soyez des nôtres! [www.montreal2006.org](http://www.montreal2006.org)

Canada Québec Montréal Radio-Canada TOURISME Montréal PARTENAIRES MÉDIA CMO 95.0 FM The Gazette Bell BRC CGI STM VIA AIR CANADA Montréal fugues

NORBOURG

Investisseurs italiens et fastes sorties chez les danseuses

DENIS ARCAND

Quand Vincent Lacroix a été interrogé sur la provenance de l'argent qui payait ses grandes dépenses chez Norbourg et ses acquisitions à coups de millions, il a répondu qu'il était financé par des investisseurs italiens désireux de demeurer discrets.

C'est ce qu'a affirmé hier l'ancien vice-président aux finances de Norbourg, Éric Asselin, lors de son témoignage hier à l'audience sur la requête de mise en faillite personnelle contre M. Lacroix.

« Je vous ai demandé souvent où vous preniez votre argent », a dit M. Asselin, interrogé en cour par M. Lacroix, qui n'a pas d'avocat et se représente seul. « Vous m'avez dit: J'ai fait beaucoup d'argent en spéculant sur la baisse de l'action de Nortel, quand elle était à 160 \$, et j'ai des amis italiens qui m'aident à financer mes activités. »

Asselin nie

M. Asselin a fait cette déclaration en réponse à une question de M. Lacroix, qui tentait de faire admettre à son ancien bras droit une part de responsabilité dans la comptabilité occulte de Norbourg. M. Asselin a nié avoir même eu accès à cette comptabilité.

Selon d'autres témoins, cette comptabilité secrète et l'usage de « comptes bancaires fantômes » ont permis entre 2002 et 2005 à M. Lacroix de soutirer des dizaines de millions investis par les épargnants dans les fonds communs du Groupe Norbourg.

Un autre témoin entendu durant ces audiences a montré du doigt M. Asselin. Selon le contrôleur de Norbourg, Jean Cholette, M. Asselin a pris la responsabilité de ces comptes fantômes quelques mois après son embauche chez Norbourg, en mars 2002. M. Cholette a aussi affirmé qu'il a reçu de M. Lacroix et de M. Asselin l'ordre de ne pas comptabiliser dans les livres de Norbourg les sommes colossales qui passaient par les comptes fantômes.

Interrogé par M. Lacroix, M. Asselin a nié ces affirmations: « Il était interdit de poser des questions au sujet de ces comptes. C'était secret. Si je posais des questions là-dessus, M. Cholette vous le disait et je me faisais taper les doigts par vous. »

Des espèces pour veiller tard

L'audience donne lieu à un déluge de chiffres et de déclarations contradictoires sur des complots fumeux, mais des sujets plus légers viennent par moments égayer la vie du tribunal. Ainsi, on a appris hier pourquoi M. Lacroix utilisait tellement d'argent comptant.

Une bonne partie des 1 258 435 \$ retirés en espèces au bénéfice de M. Lacroix depuis 2001 servaient à « sortir, gâter et fidéliser » les représentants de Norbourg, « deux ou trois soirs par semaine », a dit M. Asselin, notamment avec « des repas et de très bonnes bouteilles de vin ».

« Jean Cholette allait chercher le cash et le donnait à M. Lacroix », a-t-il dit. Quand le juge Robert Mongeon a demandé pourquoi les gâteries de M. Lacroix n'étaient pas payées par carte de crédit et réclamées par note de frais, M. Asselin a souri, puis a répondu: « Euh, monsieur le juge, ce n'étaient pas nécessairement des sorties qui se réclamaient... »

Les sorties maintenant légendaires de Norbourg à la boîte de danseuses Chez Parée n'ont pas été spécifiquement nommées, mais le juge a montré qu'on n'a pas besoin de lui faire un dessin en complétant la phrase inachevée du témoin: « Vous voulez dire que c'était dans des endroits où ce n'était pas le millésime des bouteilles qu'on regardait ? »

M. Lacroix n'a pas contredit les affirmations de M. Asselin au sujet des investisseurs anonymes italiens. Il doit témoigner lui-même aujourd'hui.



Éric Asselin a accompagné Vincent Lacroix lors d'un voyage en Suisse en 2004. On voit ici M. Lacroix avec ses trois vice-présidents, Alain Dussault, Serge Beugré et M. Asselin, accompagnés de l'ancien portier de Chez Parée, Gilles Hallé.



**Ma Marge Proprio RBC<sup>mc</sup> me permet de diviser mon hypothèque en deux. Ça me fait deux fois moins de soucis !**

« Avant, je me posais beaucoup de questions à propos des taux hypothécaires. Plus maintenant ! En choisissant le programme Marge Proprio RBC, j'ai pu diviser mon hypothèque en deux. Une partie variable, pour que je puisse profiter des taux avantageux. Une autre partie fixe, au cas où les taux monteraient. C'est mon conseiller en prêts hypothécaires RBC<sup>®</sup> qui m'a aidé à choisir la proportion qui m'allait le mieux. Depuis, j'ai le meilleur des deux mondes ! »

**Pour en savoir plus, composez le 1-877-ROYAL<sup>®</sup> 7-0, passez à une succursale ou rendez-vous au [rbcbanqueroiyale.com/margeproprio](http://rbcbanqueroiyale.com/margeproprio).**

J E C H O I S I S > R B C <sup>mc</sup>



© Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. <sup>mc</sup> Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. Tous les produits de financement sont offerts par la Banque Royale du Canada. Le programme Marge Proprio RBC est offert aux propriétaires qui ont accumulé une valeur nette équivalant à 25 % ou plus de la valeur totale de leur maison.

## ACTUALITÉS

## CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

# Les groupes communautaires nuisent à la prospérité, selon le président

BRUNO BISSON

Le président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), Michel Kelly-Gagnon, estime que les groupes communautaires « nuisent carrément à la prospérité générale » par l'étalage de « leurs préjugés », et qu'ils sont responsables de l'abandon du projet de déménagement du Casino de Montréal au bassin Peel, dans le sud-ouest de la métropole.

Dans une lettre ouverte d'une rare virulence, soumise cette semaine à des dizaines d'associations et de gens d'affaires du Québec, le nouveau président du CPQ, en fonction depuis le début d'avril, s'en prend aux groupes communautaires dans leur ensemble, qu'il qualifie de « professionnels de la contestation », pour l'échec du projet de partenariat entre Loto-Québec et le Cirque du Soleil.

Après plusieurs mois de débat public, le Cirque du Soleil a décidé en mars dernier de se retirer de ce projet de complexe récréotouristique de 1,2 milliard de dollars, au cœur duquel Loto-Québec voulait construire son nouveau casino. Celui de l'île Notre-Dame, qui coûte cher à entretenir et qui n'offre plus de possibilités d'expansion, aurait été fermé.

« Le projet, écrit M. Kelly-Gagnon, a avorté malgré l'ouverture d'esprit manifestée par les promoteurs du projet au cours des derniers mois. Nous constatons aujourd'hui que la responsabilité de cet échec revient en (grande) partie à des groupuscules de pression se définissant eux-mêmes comme étant des groupes d'action communautaire autonomes. »

« N'ayons pas peur des mots. Nous avons eu affaire dans ce dossier à ceux que l'on peut appeler



PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE ©  
Michel Kelly-Gagnon, nouveau président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), s'en prend aux groupes communautaires dans leur ensemble, qu'il qualifie de « professionnels de la contestation », pour l'échec du projet de partenariat entre Loto-Québec et le Cirque du Soleil.

les professionnels de la contestation. »

« Comment a-t-on pu en arriver là ? Parce que des professionnels de la contestation réussissent souvent à se faire payer par l'État, pour dire à l'État quoi faire. En 2004-2005, le gouvernement du Québec a octroyé plus de 631 millions à quelque 5000 organismes d'action communautaire, par l'en-

treprise de 75 programmes ou mesures d'aide financière. En moins d'une décennie, le montant des octrois accordés aux groupes communautaires a augmenté de 155 %.

« Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, conclut-il, que les pouvoirs publics soient pratiquement incapables de prendre des décisions économiques sensées quand elles ont le malheur de heurter les

préjugés des professionnels de la contestation. Force est de constater que leur influence politique est excessive et qu'ils ont un effet paralysant sur le développement économique de la province. Ils nuisent carrément à la prospérité générale. On ne peut plus tolérer cette situation, au risque de voir l'économie du Québec tomber dans le marasme. »

Cette lettre, acheminée par courriel à des dizaines de membres influents du CPQ, lundi dernier, afin de solliciter leur appui, était accompagnée d'une note précisant que « le texte est à prendre ou à laisser en bloc ». Elle devait être acheminée dès lundi prochain à « un quotidien montréalais ».

Mais cette lettre ne sera jamais publiée. En plus de mettre en émoi le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, responsable de ces programmes de subventions aux groupes communautaires du Québec, la lettre a aussi mis en colère des membres du Conseil, qui ont exigé son retrait pur et simple.

Hier, peu de temps après que La Presse eut sollicité une entrevue avec M. Kelly-Gagnon, le CPQ a rendu publique une version édulcorée de la lettre où tous les passages acerbes sur les groupes communautaires ont été supprimés.

Dans sa « version finale », le président du CPQ exhorte le premier ministre Charest « à tenter l'impossible pour convaincre Guy Laliberté (NDLR : le grand manitou du Cirque du Soleil), de revenir sur sa décision, avec de nouvelles garanties, ou sur de nouvelles bases de collaboration mutuellement acceptables, s'il le faut ».

Lors d'un court entretien avec La Presse, hier, M. Kelly-Gagnon, ancien président de l'Institut économique de Montréal, a affirmé que la lettre obtenue par La Presse n'était « qu'un projet », malgré la note spécifiant que son texte était « à prendre ou à laisser ». Il a rappelé qu'à maintes reprises durant son passage à l'Institut, ses opinions, toujours claires et parfois bien tranchées, ont toujours été exprimées sans détour. Il a toutefois reconnu que, dans ce cas précis, les réactions reçues l'ont incité à écrire une « version bonifiée », faisant « un plus large consensus ».

## JEUX DU CANADA

## Trois villes s'unissent pour gagner

PRESSE CANADIENNE

SAINT-GEORGES — Les municipalités de Saint-Georges, Lévis et Thetford Mines s'allient pour déposer une candidature commune en vue d'accueillir les Jeux du Canada, qui auront lieu au Québec en 2013. Les maires Roger Carette, Danielle Roy Mirannelli et Normand Laliberté confirmeront aujourd'hui l'appui unanime de leurs conseils municipaux à cette fin.

C'est Saint-Georges qui a invité Lévis et Thetford à participer au projet. « Le dynamisme d'une région comme celle de Chaudière-Appalaches donne lieu à de telles initiatives », a souligné le maire

de Saint-Georges, Roger Carette.

« Les grands centres ne doivent pas être les seuls hôtes potentiels de pareils événements. Nous en avons la conviction profonde », a confié l'instigateur du projet qui, incité par un groupe d'enseignants en éducation physique, a décidé de se lancer dans la mêlée. « Qui plus est, la création d'un regroupement comme le nôtre n'est pas chose nouvelle, dit-il. Il y a déjà eu un précédent au Nouveau-Brunswick. »

Outre l'image d'une région forte véhiculée partout au Canada, M. Carette croit que cette association facilitera grandement l'hébergement des athlètes et des membres de chaque fédération.

**lait**  
présente

**FERIA DU VELO DE MONTRÉAL**

en collaboration avec  
**ING ASSURANCE**

**Un TOUR la NUIT**  
25 km de FESTIVITÉS NOCTURNES  
VENDREDI 2 JUIN 2006  
INScrivez-VOUS!  
514-521.TOUR  
1-800-567-8356  
www.velo.qc.ca

**NUIT ET JOUR, JE FAIS LE TOUR!**  
RÉSERVEZ SANS TARDER VOTRE FORFAIT DOUBLE ET ÉCONOMISEZ!

**Le Tour de l'île de Montréal**  
48 km de FOLIES URBAINES  
DI MANCHE 4 JUIN  
2006  
INScrivez-VOUS!  
514-521.TOUR  
1-800-567-8356  
www.velo.qc.ca

Québec Montréal énergie 94.3 rockdétroit LA PRESSE JEAN COUTU Dial

**SPCA**

Pour venir en aide aux animaux  
**La marche des quatre pattes**

**ROYAL CANIN**

Présentée par  
**mondou**  
POUR LES ANIMAUX

**LE DIMANCHE 28 MAI 2006**

Marche-o-chiens au Parc Lafontaine  
À l'angle des rues Sherbrooke et Papineau

Le départ de la marche de 3 km aura lieu à 11 h 00

Inscrivez-vous dès maintenant!  
Visitez [www.spcamontreal.com](http://www.spcamontreal.com)

Gagnez un voyage d'une valeur de 4000 \$  
avec Club Med

**LA PRESSE**  
cyberpresse.ca

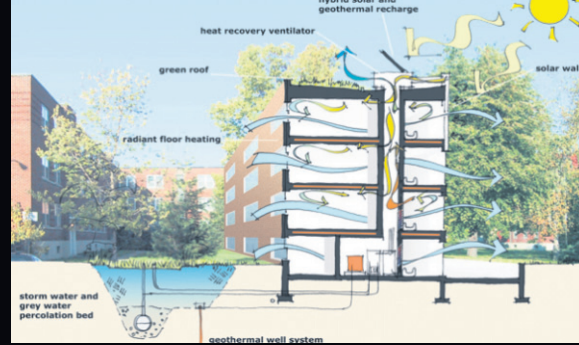
En collaboration avec

# Merci de rendre notre monde plus "durable"

3000 participants originaires de 118 pays ont soumis des projets de construction durable. Les plus remarquables d'entre eux ont été honorés par des Holcim Awards mondiaux. L'or a été attribué à l'Allemagne et au Venezuela, l'argent à l'Italie et le bronze au Canada. Félicitations!

"Verdir l'infrastructure de Benny Farm à Montréal, Canada", est un projet de renouvellement urbain et de logements à coût modéré, judicieusement conçu pour intégrer un grand nombre de technologies bénéfiques afin de réaliser une construction optimale sur le plan des performances et de l'efficacité.

Lauréats: Daniel S. Pearl avec Mark Poddubiuk et Sudhir Suri, de L'OEUF et Martin Roy, Montréal, Canada



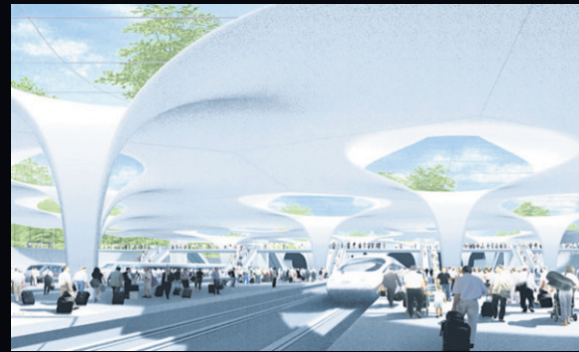
Lauréats: Silvia Soonets, Isabel Cecilia Pocaterra, Maria Ines Pocaterra, Victor Gastier, Proyetos Arquí 5 CA, Caracas, Venezuela

Le plan de rénovation de San Rafael-Unido à Caracas, Venezuela, contribue non seulement à la fierté locale et souligne son esprit d'initiative; c'est en outre une approche éthiquement réactive et sensible au plan environnemental à l'atténuation des difficultés socio-économiques.



Lauréat: Christoph Ingenhoven, Ingenhoven Architekten, Düsseldorf, Allemagne

La conception d'une nouvelle gare centrale à Stuttgart, Allemagne, regagne un espace urbain perdu et stimule la fierté sociale grâce à un nouveau centre urbain qui manifeste sa sensibilité esthétique et la maîtrise des matériaux.



Lauréats: Luigi Centola, Centola & Associati, Rome; Mariagiovanna Riitano, Université de Salerno, Italie; en coopération avec des partenaires en Italie, en Espagne, aux États-Unis et au Royaume-Uni

"Waterpower - Renewal strategy for the Mulini Valley near Amalfi, Italy" est un plan directeur régional qui rénove par une intervention sensible (préservation et innovation) plutôt que par un remplacement global, intégrant merveilleusement les environnements naturels et bâtis.



Les Holcim Awards sont un concours organisé par la Holcim Foundation for Sustainable Construction basée en Suisse. Cette Fondation indépendante est une initiative de la Holcim Ltd, qui est l'un des principaux leaders mondiaux du ciment, des granulats (pierres, sable et graviers), ainsi que des activités en aval telles que le béton prêt à l'emploi et l'asphalte, y compris les prestations annexes. Le Groupe détient des intérêts majoritaires et minoritaires dans plus de 70 pays sur tous les continents.

Le prochain concours des Holcim Awards sera ouvert aux candidatures à partir du second semestre 2007: [www.holcimawards.org](http://www.holcimawards.org).



## BULLETINS

Voulez-vous des notes dans les bulletins?  
Réagissez sur [www.cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca)

ACTUEL  
SANTÉ

AUX  
P'TITS SOINS...



Tous les dimanches dans **LA PRESSE**



## RÉFORME DE L'ÉDUCATION

## Le bilan en péril

MARIE ALLARD

Le bilan de la réforme de l'éducation attendu en juin est en péril. Incapables de s'entendre, les membres de la Table de pilotage du renouveau pédagogique n'ont pas encore rédigé l'évaluation attendue par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

« Le consensus n'existe pas actuellement à la Table de pilotage et il faudrait vraiment un changement très important pour arriver à une orientation consensuelle », a dit hier Johanne Fortier, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, qui y siège.

Les directeurs ne sont guère plus optimistes. « Je ne sais pas si on aura un accord », a indiqué Serge Morin, président de la Fédération québécoise des directeurs d'établissement.

Le ministre a rencontré individuellement les membres de la Table — parents, profs, commissions scolaires, directeurs et cadres — pour tenter de trouver un compromis permettant de sauver la réforme. Une ultime rencontre est prévue mardi. « M. Fournier a rencontré les membres, c'est vrai, a confirmé Marie-Claude Lavigne, son attachée de presse. C'était pour faire le point sur où on en est avec la réfor-

me, et spécifier ce qu'il attend comme rapport en juin. »

M. Fournier n'a clairement pas l'intention de stopper complètement la réforme, seulement d'y apporter des « améliorations ». « Le renouveau pédagogique est une oeuvre nécessaire et pleine de bon sens », a-t-il affirmé le 2 mai, à Québec, devant quelques centaines de gestionnaires du réseau de l'éducation.

**M. Fournier n'a clairement pas l'intention de stopper complètement la réforme, seulement d'y apporter des « améliorations ».**

## Retour des notes

Le ministre souhaite calmer l'opinion publique en garantissant le retour des notes au secondaire et en consultant les parents sur les bulletins, tel qu'indiqué hier dans *Le Devoir*. « Il y a des bulletins qui m'ont été présentés où, de toute évidence, c'était difficile de voir ce qui était évalué et d'en comprendre le sens », a-t-il dit hier. La Fédération des commis-

sions scolaires l'appuie dans ce projet, jugé cosmétique par d'autres.

« Nous encourageons le ministre à modifier la réforme en faisant un travail en profondeur, pas superficiel », a dit Yves Parenteau, porte-parole de l'Alliance des professeurs de Montréal. Tant qu'on devra évaluer les compétences plutôt que les connaissances, revenir aux notes ne changera rien. Un ministre n'est pas compétent à 65 %, il l'est ou ne l'est pas ! »

Réjean Parent, président de la CSQ, doute qu'il soit possible de sauver la réforme.

« Quand c'est mal parti, c'est mal parti, a-t-il dit. Le canard est boiteux, il n'y a plus de confiance, si bien qu'on ne voit même plus les bonnes choses de la réforme. Dix ans après les états généraux sur l'éducation, on a les mêmes problèmes de taux d'obtention de diplômes. Il faut constater que le résultat est bien mince. »

« J'ai l'impression que M. Fournier représente le ministère de l'Éducation auprès de la population et non pas le contraire, a commenté Éric Bédard, cofondateur du Collectif pour une éducation de qualité. Il y a un paquet de signaux qui montrent qu'il faut être prudent avec la réforme et il balia ça du revers de la main. »

## Les profs de Montréal réclament un référendum de désaffiliation

MARIE ALLARD ET  
MALORIE BEAUCHEMIN

Nouvel épisode de la lutte fratricide des 80 000 enseignants du public. Les membres de l'Alliance des professeurs de Montréal ont voté hier soir en faveur de la tenue d'un référendum de désaffiliation à la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ).

Ce vote décisif aura lieu le 7 juin, dans les 220 écoles de la Commission scolaire de Montréal, tel que décidé par environ 99 % des membres de l'Alliance présents à la rencontre d'hier. Ils étaient environ 700, sur les 8000 membres de l'association, venus voter à main levée sur la proposition de référendum.

Décus des dernières négociations avec le gouvernement, neuf syndicats d'enseignants souhaitent quitter le giron de la CSQ pour créer une fédération autonome. Il s'agit des syndicats de Montréal (est, ouest et centre), de Haute-Ya-

maska, de Boisbriand, de l'Outaouais, de Laval, de Vaudreuil-Dorion et des Basses-Laurentides.

Forts de 27 000 profs, ils représentent le tiers des membres de la Fédération. Leur départ n'est pas assuré, puisqu'ils devront obtenir un appui considérable, celui de 50 % des membres de leurs syndicats, plus un.

« C'est avec enthousiasme que nous accueillons la décision presque unanime de nos membres, non seulement de tenir un référendum, mais aussi en faveur de la création d'une nouvelle association, a souligné le président de l'Alliance des professeurs de Montréal, Pierre St-Germain. C'est un mandat on ne peut plus clair de nos membres qui vient confirmer notre travail des derniers mois. »

Réjean Parent, président de la CSQ, a dit souhaiter que les profs demeurent affiliés, « tout en comprenant très bien qu'il y a beaucoup de frustration ». Il a souligné que la Centrale pouvait évo-

luer et que le morcellement des forces ne mènerait qu'à un « affaiblissement général ». Advenant le départ des dissidents, « la partie patronale aura beau jeu de nous liguer les uns contre les autres », a ajouté Johanne Fortier, présidente de la FSE.

Les partisans de l'union des forces se plaignent du mal qu'ils ont à joindre les enseignants membres de syndicats dissidents. À l'Alliance, le bulletin syndical ne relaie que les arguments en faveur de la séparation, et plusieurs écoles sont fermées aux représentants de la CSQ.

« On a dit à nos conseillers : vous n'avez pas à faciliter l'accès à qui que ce soit, a reconnu Yves Parenteau, porte-parole de l'Alliance. C'est de bonne guerre en campagne électorale. »

« Il y a une certaine forme d'obstruction, a rétorqué M. Parent. C'est au point où on se demande si les syndicats locaux craignent la faiblesse de leurs arguments. »

SOYEZ AUDACIEUX:  
INVESTISSEZ SANS RISQUE

ÉPARGNE  
PLACEMENTS  
QUÉBEC

## OBLIGATIONS À TAUX FIXE

- Capital garanti à 100% par le gouvernement du Québec.
- Remboursables à l'échéance.
- Achat à partir de 100 \$.
- Choix d'échéances de 1 à 10 ans.

Termes	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Taux annuels (%)	3,50	3,75	3,95	4,10	4,25	4,30	4,40	4,50	4,55	4,65

Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8h à 20h, et les samedis de mai, de 10h à 16h. Passez nous voir au 2000, av. McGill College, du lundi au vendredi, de 8h à 17h.

[www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

1 800 463-5229

Épargne  
Placements  
Québec

BONI DE

1%

la première année,  
pour les nouveaux  
fonds REER.

ET LA LUMIÈRE FUT.

LE DIAMANT AMORIQUE<sup>MC</sup>

UNE CRÉATION DE

BIRKS

1.800.682.2622 birks.com

VENTE DE PIANOS  
au Cégep de St-LaurentRenouvellement des pianos du  
département de musique

2 - 3 - 4 juin

+ 60 pianos  
neufs et usagésSur rendez-vous seulement  
(514) 276-3333

Par Kawai Canada Musique et le centre musical Italmélie

Radiessse<sup>MC</sup>

L'implant injectable temporaire le plus durable

Enfin,  
des résultats qui se prolongent de 12 à 24 mois



Idéal pour remodeler le contour du visage, Radiessse a des études cliniques qui démontrent son efficacité et son profil sécuritaire. Radiessse offre la meilleure valeur pour votre argent.

Pour de plus amples renseignements, appelez Canderm Pharma au 1 877 278-3265 ou au (514) 334-3970 (à Montréal)

[www.canderm.com](http://www.canderm.com)



## ACTUALITÉS

## DA VINCI CODE

# Les évêques n'ont pas demandé à l'Opus Dei d'intervenir

CLAUDE VAILLANCOURT  
LE SOLEIL

QUÉBEC — La Conférence des évêques catholiques du Canada nie avoir demandé aux représentants de l'Opus Dei au Canada d'organiser des conférences pour atténuer les effets attendus du film *Da Vinci Code* dont la première mondiale a eu lieu, hier, à Cannes. « La CECC n'a pas donné le mandat à qui que ce soit de parler en son nom en cette matière et n'a pas l'intention de

commenter publiquement cette oeuvre de fiction », a fait savoir le directeur des communications de l'organisme, Sylvain Salvas, dans une mise au point adressée au *Soleil*.

La semaine dernière, la porte-parole de l'Opus Dei au Canada, Isabelle Saint-Maurice, avait déclaré qu'une telle demande avait été formulée à l'Opus Dei. « Je me suis mal exprimée », confessait-elle, dépitée, hier matin. « Je devrai choisir mieux mes termes à l'avenir », dit-elle.

## EN BREF

### Enfant battu dans une garderie

Un centre de la petite enfance du secteur Hull de Gatineau a dû fermer ses portes, cette semaine, en raison de l'hospitalisation d'un bambin de 3 ans, qui aurait été brutalisé vendredi dernier par le conjoint ou un proche de la propriétaire. La police de Gatineau a reçu une plainte pour voies de fait, vendredi soir, après que la mère de l'enfant eut remarqué de nombreuses marques au visage de son fils. Le suspect a été rapidement identifié et, afin d'assurer la sécurité des tout-petits, le CPE a été fermé pour la durée de l'enquête, qui se poursuit. La responsable de la garderie aurait prétendu que l'enfant s'était blessé accidentellement, selon LCN.

Malorie Beauchemin

### Pas d'éoliennes dans Brome-Missisquoi

Alors que le gouvernement du Québec favorise la mise en valeur de l'énergie éolienne, la municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi, dans les Cantons-de-l'Est, a déposé, mardi soir, un règlement qui interdit la construction d'éoliennes sur 90 % de son territoire, selon les informations de Radio-Canada. Certains représentants régionaux et des environnementalistes prétendent que les éoliennes commerciales seraient construites aux dépens de la faune et la flore. Selon Radio-Canada, le règlement doit être adopté le 20 juin. Il s'agirait d'une première au Québec. La Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent sont les seules régions à compter des parcs éoliens. Malorie Beauchemin

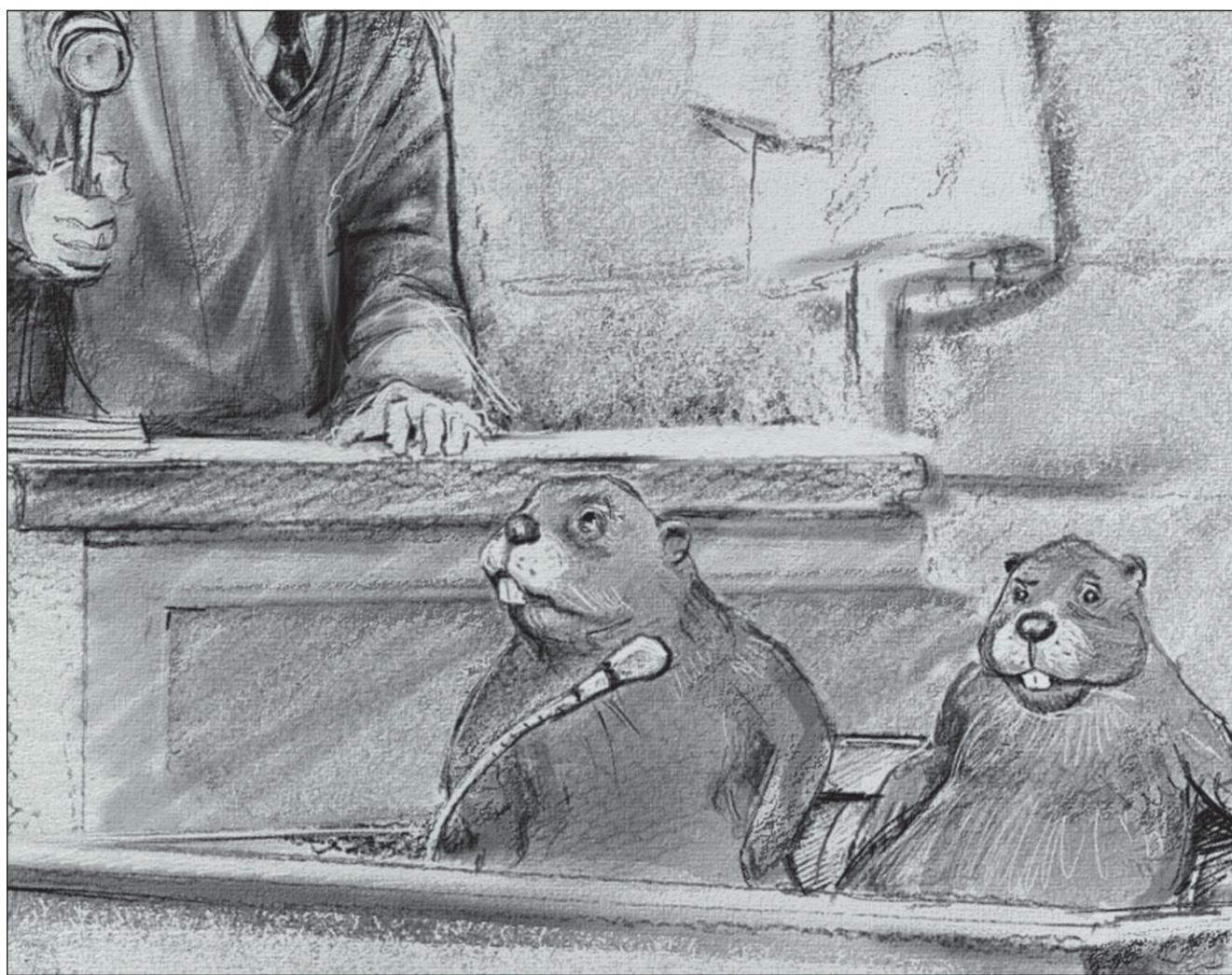
### Nouveau centre de formation en alimentation?

Le Conseil d'administration de l'Université Laval, à Québec, donne son accord de principe au projet de centre de formation et de recherche en alimentation. L'université pourra ainsi entreprendre des négociations avec un ou des partenaires potentiels en vue de l'établissement de ce projet, selon un communiqué publié hier. Selon M<sup>e</sup> Pierre Delisle, porte-parole du CA, « le Conseil s'est montré sensible aux réserves exprimées, mais les membres souhaitent aller de l'avant dans les négociations de ce projet qui pourrait offrir une occasion unique de formation, de recherche et de développement des connaissances, tout en respectant les valeurs de l'Université et l'intégrité scientifique essentielle à la recherche universitaire ». PC

REPORTAGE PUBLICITAIRE — MAI 2006

## L'AFFAIRE DES PRIX MENSONGERS

# JULES ET BERTRAND RECONNUS INNOCENTS




Les castors à la barre des témoins — « en beau chêne de qualité », ont-ils dit avec envie.

### « Les prix de Bell sont vraiment incroyables. »

Les deux plus célèbres castors de la planète ont eu leur heure de gloire hier lorsqu'ils furent innocentés dans l'affaire des prix mensongers. Encore un peu ébranlés par leur récente arrestation pour avoir menti sur les prix, Jules et Bertrand ont livré un témoignage touchant. Jules a même avoué qu'avoir su que les bas prix de Bell lui attireraient tant d'ennuis, il se serait « fermé la trappe. » L'avocat de la poursuite, M<sup>e</sup> Sanson, a tenté de faire avouer aux castors qu'ils avaient concocté cette affaire pour faire mousser leur célébrité. Jules a alors perdu son habituel sang-froid et a craqué : « On en a assez de ronger notre frein en prison. On n'est pas des menteurs. Croyez-nous sur parole. » Et Bertrand d'ajouter : « Pis, si vous nous croyez pas, appelez vous-mêmes chez Bell. Vous allez en avoir le cœur net, les prix sont vraiment incroyables. » Visiblement surpris par ce rare éclair de génie de son comparse, Jules s'est ressaisi, se joignant à la foule pour applaudir Bertrand qui savourait son moment de triomphe.

## Les preuves sont accablantes

Un service de qualité à prix exceptionnel



**Service Internet Sympatico<sup>MC</sup> Intermédiaire :**

Seulement **9.95 \$** par mois les 6 premiers mois<sup>1</sup>

- Une navigation à vitesse constante<sup>2</sup> — notre accès Internet dédié vous évite les ralentissements aux heures de pointe
- Un service plus rapide — jusqu'à 9 fois plus rapide qu'Internet de base
- La possibilité de parler et de naviguer en même temps
- Des services de sécurité inclus, mis à jour automatiquement, avec soutien technique complet : Antivirus pour courriels, Antipollurriel, Contrôle parental et Bloqueur de fenêtres publicitaires<sup>3</sup>
- Une assistance technique professionnelle et amicale, 24/7

Le témoignage d'un spécialiste en Internet a suscité un vif intérêt dans l'auditoire. En montrant la souris d'ordinateur qu'il a utilisée pour tester le service, il a affirmé : « Sympatico Intermédiaire offre non seulement un accès rapide à Internet, mais aussi une vitesse constante, même quand beaucoup d'internautes sont en ligne en même temps ».

Le juge, peu familier avec un tel jargon technique, lui a demandé d'expliquer. Mimant un bouchon de circulation à l'heure de pointe et utilisant sa souris comme véhicule, l'expert a démontré comment il pouvait maintenir sa vitesse malgré le trafic en utilisant la voie réservée. « Qu'un service aussi rapide et constant puisse être offert à si bas prix, c'est presque pas croyable », a-t-il conclu.



Les castors ont fait tomber le barrage de doutes auquel ils étaient confrontés.

Offre d'une durée limitée  
**1 877 603-2932**  
**bell.ca/tribunal4 | Espace Bell**



GRAND PARTENAIRE NATIONAL

Offre d'une durée limitée; réservée aux nouveaux abonnés de Sympatico. Services offerts aux abonnés résidentiels, là où la technologie le permet. Prix/offres sujets à changements sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent, y compris des exigences techniques minimales. 1. Tarif mensuel pour les 6 premiers mois. Dans le cadre d'un engagement de 2 ans. Le tarif mensuel alors courant (maintenant de 20,95 \$, sujet à changement) s'applique par la suite. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Des frais uniques d'activation (35 \$) s'appliquent; crédités aux abonnés Internet de Vidéotron qui passent à Sympatico, le demeurent pour au moins 2 mois et remplissent le formulaire à cet effet. Aux fins de validation seulement, les abonnés de Vidéotron doivent fournir une copie de leur facture Internet pour le présent mois ou le mois passé; cette copie sera ensuite détruite. Prévoir de 4 à 6 semaines après les 2 premiers mois d'activation pour l'application du crédit. Capacité de téléchargement de 2 Go par mois; frais pour téléchargement en sus. 2. La vitesse de téléchargement peut varier selon l'achalandage sur Internet, le serveur et d'autres facteurs. Vitesse constante et pas de ralentissement s'appliquent à l'accès qui est dédié entre l'ordinateur de l'abonné et le commutateur de Bell. 3. Fournis avec RadialPoint Systems inc. aux abonnés Sympatico. Aucun service n'offre une sécurité absolue. Vidéotron est une marque de commerce de Le Groupe Vidéotron Ltée. Sympatico est une marque de commerce de Bell Canada. <sup>MC</sup>©2005, COVAN. Utilisée sous licence.



ACTUALITÉS

# Les Mères contre l'alcool au volant veulent la tolérance zéro avant 21 ans

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les Mères contre l'alcool au volant (MADD Canada) voudraient que les automobilistes canadiens âgés de 21 ans et moins ne soient pas autorisés à prendre le volant s'ils ont la moindre goutte d'alcool dans le sang.

Le groupe, l'une des plus importantes organisations canadiennes à faire campagne contre la conduite avec facultés affaiblies, réclame l'imposition de nouvelles restrictions sévères aux jeunes conducteurs, incluant l'interdiction de conduire après la plus minime consommation d'alcool et l'augmentation de l'âge requis pour la conduite sans supervision à 18 ans.

« Il est temps que les gouvernements provinciaux passent à l'action. »

MADD Canada souhaite en fait que les autres provinces emboîtent le pas au Manitoba, qui a annoncé mardi que les automobilistes n'auraient plus le droit d'avoir la moindre quantité d'alcool dans le sang pendant les cinq premières années suivant l'obtention de leur permis de conduire. La loi provinciale actuelle limite cette période à trois ans.

« Il est temps que les gouvernements provinciaux passent à l'action », a affirmé la présidente nationale des Mères contre l'alcool au volant, Karen Dunham. Mme Dunham est la mère d'un garçon qui a subi un traumatisme crânien dans un accident causé par un con-

ducteur en état d'ébriété, en 1999.

Dans son rapport, MADD Canada souligne que les automobilistes au Canada sont autorisés à conduire après avoir pris un verre, à condition qu'ils ne dépassent pas le taux maximum permis d'alcool dans le sang, à partir de 18 ou 19 ans — soit juste au moment où ils peuvent commencer à en acheter et en consommer en toute légalité. L'organisation juge dangereux d'exposer des jeunes de 18 à 20 ans à leurs premières expériences de conduite sans aucune restriction en même temps qu'ils sont autorisés à consommer légalement de l'alcool pour la première fois.

L'âge minimum requis pour la consommation d'alcool est actuellement de 18 ans au Québec, au Manitoba et en Alberta. Selon MADD Canada, ces minimums devraient être portés à 19, soit l'âge de la majorité dans les autres provinces.

Le rapport préconise aussi l'adoption dans tout le pays d'un même programme de permis « progressif » en trois étapes : une période initiale au cours de laquelle les conducteurs doivent être supervisés en tout temps par un adulte détenteur d'un permis, suivie d'une étape intermédiaire pendant laquelle la supervision est requise en fin de soirée ou sur les routes à haute vitesse, et enfin d'une « probation » de deux ans.

Selon MADD Canada, la première période ne devait pas débiter avant l'âge de 16 ans, ce qui mettrait fin à une pratique en vigueur dans plusieurs provinces, où des jeunes de moins de 16 ans peuvent conduire sous supervision à condition d'être inscrits à un programme d'éducation routière.

# ACTUEL SANTÉ

INFORMATION, PRÉVENTION, SOLUTION



Tous les dimanches dans **LA PRESSE**

## Centre de Liquidation Sears

Carré Décarie, Côte Saint-Luc  
au premier étage

Visitez notre magasin nouvellement agrandi et vous offrant maintenant plus de 40,000 pi<sup>2</sup> d'électroménagers, meubles et articles saisonniers à prix de liquidation

épargnez **10%** de plus sur les prix de liquidation des réfrigérateurs, congélateurs et cuisinières

épargnez **15%** de plus sur les prix de liquidation des laveuses et sècheuses

épargnez **25%** de plus sur les prix de liquidation des lave-vaisselle

épargnez **35%** de plus sur les prix de liquidation des canapés, causeuses et fauteuils sélectionnés

Liquidation! maintenant **49<sup>99</sup>**  
Sac de golf  
Était 119,99 et 139,99

Boulevard Décarie	Rue Vestra
Avenue Coolbrook	
Avenue Clanranald	

CARRÉ DÉCARIE  
6900, BOUL. DÉCARIE,  
CÔTE SAINT-LUC, QC.  
(514)731-6118

OBTENEZ DES POINTS DU CLUB SEARS EN UTILISANT LA CARTE SEARS



SUPPLÉMENT POUR LA LIVRAISON

OU UTILISEZ TOUTE CARTE DE CRÉDIT AUTORISÉE

HEURES D'OUVERTURE: LUNDI-MERCREDI DE 10 H À 18 H • JEUDI ET VENDREDI DE 10 H À 21 H • SAMEDI DE 9 H À 17 H • DIMANCHE DE 10 H À 17 H

Prix en vigueur du mercredi 17 au mercredi 24 mai 2006, sauf avis contraire, dans la limite des stocks. Achats sur place seulement. Ces offres sont disponibles seulement au Centre de Liquidation Sears au Carré Décarie



TOUJOURS À BONS PRIX

© 2006, Sears Canada Inc.



### QUAND LES MOTS VOUS MANQUENT, C'EST QU'IL Y EN A LONG À DIRE.

Le coupé G35 d'Infiniti. De tous les mots de la langue française, aucun ne lui rend vraiment justice. Il fallait s'y attendre quand un véhicule résulte de l'intégration parfaite du design avec la performance. À chaque virage, ses ailes inspirées d'un catamaran vous guident avec confiance. Son aérodynamisme avec soulèvement zéro fend littéralement le vent même à vitesse élevée. Et bien sûr, nous avons pris soin d'y inclure un moteur de 298 chevaux avec boîte manuelle à 6 rapports, de façon à ce que la route se plie à vos moindres désirs. Prenez-nous aux mots. Infiniti.ca



INFINITI

3385432A

3405667A

## ACTUALITÉS

## OPÉRATION FUSION 2

## Un proche de Mom Boucher toujours en cavale

TRISTAN PÉLOQUIN

Au lendemain de l'opération Fusion 2, Stéphane T-Bone Trudel, un ancien Rock Machine devenu « full patch » chez les Hells Angels et proche collaborateur de Maurice Boucher, est toujours en cavale.

Trudel, 40 ans, a été reconnu coupable en 1995 de tentative de meurtre et d'usage illégal d'arme à feu. Il est le seul des 39 individus visés par la vaste opération de démantè-

**Trudel, 40 ans, a été reconnu coupable en 1995 de tentative de meurtre et d'usage illégal d'arme à feu.**

lement d'un réseau de distribution de drogue dirigé par les Hells à avoir échappé aux policiers.

Les 38 autres suspects ont comparu hier au palais de justice de Montréal, où ils ont notamment répondu à des accusations de trafic de dro-

gue, complot et gangstérisme.

Plusieurs suspects sont étroitement associés au milieu des motards. C'est notamment le cas d'André Sauvageau, 46 ans, un ancien Rock Machine reconnu coupable, en 1995, de complot pour meurtre et possession d'explosifs. On trouve aussi Martin Girard, 28 ans, dont le nom a été mentionné dans une enquête sur le blanchiment d'argent, et le Nomad Normand Robitaille.

Danny Cadet, le chef du gang de rue Syndicate, par lequel les Hells Angels passent pour distribuer la drogue dans plusieurs grandes artères montréalaises, figure également dans la liste des suspects. Cinq autres membres du gang — André Mario, Jean Winsing Barthelus, Miguel Henrys, Joseph Réginald et Joseph Rochefort — ont aussi été épinglés. Ils possèdent tous de lourds dossiers criminels. Rochefort a notamment été reconnu coupable de tentative de meurtre, alors que Barthelus et Henrys sont associés à des histoires de possession d'arme illégale et de voies de fait armées.



PHOTO IVANOË DEMERS, LA PRESSE

Un des véhicules saisis par les policiers lors de l'opération Fusion 2, cette semaine.

# MONTTOIT LE SAMEDI

CE SAMEDI DANS LA PRESSE

MA MAISON, MON CONTENEUR

AMÉNAGEMENT SURPRISES ET INNOVATIONS AU SIDIM

CHRONIQUE ENDEZ-VOUS ARTICULE PAGE 19

3403859A

## UN TOIT PLAT ! Maintenant, c'est TOPSEAL.

Venez nous rencontrer aux Galeries d'Anjou du 15 au 21 mai

**TOPSEAL** est un système de membrane élastomère liquide qui s'applique à froid. Vous pouvez le faire vous-même. TOPSEAL est économique et écologique.

RECOMMANDÉ

**GARANTIE 15 ANS**

**LES ENDUITS NORD-SUD, INC.**  
Tél. : (514) 843-3939 1 800 769-5172  
WWW.TOPSEAL.CA

339735 3394225

### LOTO QUÉBEC Résultats

Tirage du 2006-05-17

1 <sup>er</sup> numéro	2 <sup>e</sup> numéro	3 <sup>e</sup> numéro	Numéros «Télé»	
521995	687503	897744	886556	237464
25 000 \$	50 000 \$	100 000 \$	399735	non décomposables
décomposables			Numéro boni 19	

649 Tirage du 2006-05-17

09 19 20 24 36 48	06 07 08 13 25 36
Complémentaire : 10	Complémentaire : 04

555 8910

Extra Tirage du 2006-05-17

NUMÉRO 962697

Astro Tirage du 2006-05-17

Jour - Mois - Année - Signe  
16 DÉCEMBRE 07 SCORPION

**MAISON** DERNIÈRE JOURNÉE D'INSCRIPTION POUR LE TIRAGE INTERACTIF DE LUNDI !

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

# RXh

Voici le Lexus RX 400h. La technologie hybride de Lexus permet non seulement de réduire les émissions mais aussi la consommation de carburant, tout en offrant des performances époustouflantes. Un véhicule si révolutionnaire qu'il faut le conduire pour le croire. Partez en quête du moment. Visitez [hybrid.lexus.ca](http://hybrid.lexus.ca) ou composez le 1 800 26-LEXUS dès aujourd'hui.

LE LEXUS HYBRIDE. SI VERT QU'IL FAIT VOIR LA VIE EN ROSE.

**LEXUS**  
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

3404141A

## RX 400h 2006

lexus.ca

• V6 avec moteurs d'entraînement électriques avant et arrière • Traction intégrale sur demande • Gestion intégrée de la dynamique du véhicule (VDIM) • Phares à décharge haute intensité (HID) • Système d'éclairage avant adaptatif (AFS) • Intérieur garni de cuir • Système audio haut de gamme à 8 haut parleurs avec changeur automatique à 6 disques compacts monté dans le tableau de bord • Panneau de toit transparent, relevable et coulissant à commande assistée • Hayon arrière assisté • De 0 à 60 mi/h en 7,3 secondes

BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE

62 200 \$<sup>1</sup>

LOCATION DE 48 MOIS

4,9%<sup>\*</sup> TAP 678 \$<sup>\*</sup> /MOISACOMPTE DE 9 995 \$<sup>\*</sup>  
DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 \$<sup>\*</sup>

FINANCEMENT À L'ACHAT :

4,9%<sup>\*\*</sup> TAP

## GS 300 2006 à propulsion



BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE LOCATION DE 48 MOIS FINANCEMENT À L'ACHAT :

64 300 \$<sup>1</sup> 2,9%<sup>\*</sup> TAP 598 \$<sup>\*</sup> /MOIS 2,9%<sup>\*\*</sup> TAPACOMPTE DE 9 995 \$<sup>\*</sup>  
DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 \$<sup>\*</sup>  
LOUEZ LE MODÈLE À TRACTION INTÉGRALE POUR SEULEMENT 20 \$ DE PLUS PAR MOIS.

## IS 250 2006 à propulsion



BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE LOCATION DE 48 MOIS FINANCEMENT À L'ACHAT :

36 300 \$<sup>1</sup> 6,9%<sup>\*</sup> TAP 378 \$<sup>\*</sup> /MOIS 5,4%<sup>\*\*</sup> TAPACOMPTE DE 6 885 \$<sup>\*</sup>  
DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 \$<sup>\*</sup>

<sup>1</sup>Modèle neuf Lexus RX 400h 2006 (HW31UP - P -) / modèle neuf GS 300 2006 à propulsion (BH96ST - A -) / modèle neuf IS 250 2006 à propulsion (BK262M - A -) / modèle neuf GS 300 2006 à traction intégrale (CH96ST - A -) à un PDSF de 62 200 \$ / 64 300 \$ / 36 300 \$ / 378 000 \$ / 1166 700 \$ / Transport et préparation (1 775 \$), immatriculation, assurances, taxes applicables, redevances, enregistrement et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. \*Plans de location de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle Lexus neuf RX 400h 2006 (HW31UP - P -) / modèle neuf GS 300 2006 à propulsion (BH96ST - A -) / modèle neuf IS 250 2006 à propulsion (BK262M - A -) / modèle neuf GS 300 2006 à traction intégrale (CH96ST - A -) jusqu'au 31 mai 2006. Location basée sur un terme de 48/48/48/48 mois, à un TAP de 4,9 % / 2,9 % / 6,9 % / 11,29 % et un PDSF de 62 200 \$ / 64 300 \$ / 36 300 \$ / 378 000 \$ / 1166 700 \$. Paiement mensuel de 678,00 \$ / 598,00 \$ / 378,01 \$ / 1168,02 \$ avec acompte de 9 995 \$ / 9 995 \$ / 6 885 \$ / 11 995 \$, ou échange équivalent, premier paiement mensuel, dépôt de sécurité de 0 \$ / 0 \$ / 0 \$ / 110 \$ et frais de transport et de préparation de 1 775 \$ exigibles au début du bail. Basé sur un maximum de 96 000/96 000/96 000/1196 000 kilomètres. Des frais de 015 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (10/100 km si converti au moment de la signature du contrat de location) s'appliquent. Coût total de la location à 44 313,98 \$ / 40 474,17 \$ / 26 804,45 \$ / 114 143,88 \$ (incluant acompte, dépôt de sécurité, transport et préparation) et prix de l'option d'achat à 27 368 \$ / 27 006 \$ / 17 787 \$ / 128 681 \$. Immatriculation, assurances, taxes applicables, redevances, enregistrement et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. \*\*Plans de financement de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Taux de financement à un TAP de 4,9 % / 2,9 % / 5,4 % / 11,29 % jusqu'à 48/60/48/1160 mois de durée limitée à l'achat d'un modèle neuf Lexus RX 400h 2006 (HW31UP - P -) / modèle neuf GS 300 2006 à propulsion (BH96ST - A -) / modèle neuf IS 250 2006 à propulsion (BK262M - A -) / modèle neuf GS 300 2006 à traction intégrale (CH96ST - A -) jusqu'au 31 mai 2006. Transport et préparation (1 775 \$), immatriculation, assurances, taxes applicables, redevances, enregistrement et taxe sur les pneus neufs en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. IS montrée avec roues en option. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.

# VENTE PAS DE TPS / TVQ!

## MISE À NIVEAU GRATUITE DE PROCESSEURS DUAL CORE LA NOUVELLE TECHNOLOGIE D'INTEL!

\* Avec ordinateur de bureau seulement

## NOUS PAYONS LES DEUX TAXES JUSQU'À SAMEDI 18H!

ORDINATEUR DE BUREAU

### HORIZON 3400 D

~~1347\$~~

- PROCESSEUR 3.4GHZ PENIUM 4 D'INTEL® AVEC TECHNOLOGIE HP - MISE À NIVEAU GRATUITE DE PROCESSEUR DUAL CORE D'INTEL - VALEUR DE 299\$!!!
- GENUINE MICROSOFT® WINDOWS® XP HOME MISE À NIVEAU GRATUITE À XP-PRO MCE
- Carte Mère Genuine D'Intel®
- MÉMOIRE KINGSTON® 512MO - MISE À NIVEAU GRATUITE À 1GO DE MÉMOIRE (VALEUR DE 100\$)
- DISQUE DUR DE 250GO
- Graveur DVD haute vitesse - Faites vos propres films!
- MONITEUR ACL 17PO MISE À NIVEAU GRATUITE D'ÉCRAN PLAT LDC 19PO
- Son 3D Audio PRO et 3D Video
- Clavier Internet et Sourir Optique Genuine Microsoft
- ENSEMBLE DE LOGICIELS MICROSOFT® (WORD, MONEY, ENCARTA...)
- ENSEMBLE DE JEUX MICROSOFT® (AGE OF EMPIRE III, etc.)

**787\$**

AUCUN PAIEMENT AVANT 12 MOIS,  
NI INTÉRÊT SUR APPR. DE CRÉDIT  
OU 0,73\$/JOUR!

TPS ET TVQ INCLUS

### VISION 3400 D

~~1849\$~~

- PROCESSEUR 3.4GHZ PENIUM 4 D'INTEL® AVEC TECHNOLOGIE HP - MISE À NIVEAU GRATUITE DE PROCESSEUR DUAL CORE D'INTEL - VALEUR DE 299\$!!!
- GENUINE MICROSOFT® WINDOWS® XP ÉDITION MEDIA CENTRE 2005
- CARTE MÈRE GENUINE INTEL®, DEUX PRISES DDR SDRAM DIMM, DDR 400 MHz ET DDR 333 MHz DIMMS, JUSQU'À 2 Go DE MÉMOIRE, SYSTEM SUB HAUTE DÉFINITION D'INTEL HIGH, CODEC AUDIO REALTEK ALC861, HUIT PORTS USB 2.0, QUATRE INTERFACES SERIAL ATA, DEUX INTERFACES PARALLELS ATA IDE AVEC SUPPORT UDMA 33, ATA-66/100. SUPPORT MATÉRIEL ET LOGICIEL GARANTI
- MÉMOIRE DDR 512MB KINGSTON® - MISE À NIVEAU À 1GO
- DISQUE DUR 300GO WESTERN DIGITAL® 7200 RPM
- Graveur DVD haute vitesse - Faites vos propres films!
- MONITEUR ACL 17PO MISE À NIVEAU GRATUITE D'ÉCRAN PLAT LDC 19PO
- ATI RADEON X300 256MB PCI EXPRESS
- Son 5.1 HAUTE DÉFINITION
- Clavier Internet et Sourir Optique Genuine Microsoft
- ENSEMBLE DE LOGICIELS MICROSOFT® (WORD, MONEY, ENCARTA...)

**1087\$**

AUCUN PAIEMENT AVANT 12 MOIS,  
NI INTÉRÊT SUR APPR. DE CRÉDIT OU 1,01\$/JOUR!

TPS ET TVQ INCLUS



UN ORDINATEUR DE DIVERTISSEMENT PORTABLE AVEC ÉCRAN 17PO POUR MOINS DE 1000\$!!!

ORDINATEUR PORTATIF

### VISIONBOOK 6000

- JEU DE PUCES PORTABLE 915 D'INTEL®
- CONNEXION DE RÉSEAU SANS FIL 802.11B/G
- PROCESSEUR PORTABLE D'INTEL® À 1,6MHZ
- Mémoire DDR 2 de 512 MO
- Graveur DVD DUAL LAYER
- Graphiques Accélérateur 900 d'Intel®
- ÉCRAN de 14po LCD-TFT - IMAGE SANS PAREIL!
- Disque dur de Haute Performance de 60GO
- Son 3D
- ENSEMBLE LOGICIEL 2006 DE MICROSOFT® (Angl.)
- ENSEMBLE DE JEUX MICROSOFT® GRATUIT!
- 3 mois d'accès gratuit à Internet haute vitesse avec Sympatico® (Bell)
- 3 mois d'accès gratuit à Internet haute vitesse avec Videotron
- 3 mois d'accès illimité à Internet avec AOL®

**777\$**

AUCUN PAIEMENT AVANT 12 MOIS,  
NI INTÉRÊT SUR APPR. DE CRÉDIT OU 0,72\$/JOUR!

TPS ET TVQ INCLUS

### VISIONBOOK 9500/2006

- JEU DE PUCES PORTABLE 915 CENTRINO™ D'INTEL®
- MICROSOFT® WINDOWS® XP HOME
- PROCESSEUR PORTABLE D'INTEL® À 1,6MHZ 2MO CACHE
- CONNEXION DE RÉSEAU SANS FIL PRO 802.11BG D'INTEL® (11MBPS)
- Mémoire DDR 2 de 512 MO
- Graveur DVD DUAL LAYER
- Graphiques Accélérateur 900 d'Intel®
- ÉCRAN LCD-TFT ÉNORME DE 15,4PO - IMAGE SANS PAREIL!
- Disque dur de Haute Performance de 80GO
- Son 3D
- ENSEMBLE LOGICIEL 2006 DE MICROSOFT® (Angl.)
- ENSEMBLE DE JEUX MICROSOFT® GRATUIT!
- IMPRIMANTE POUR PHOTOS LEXMARK GRATUIT! APRÈS LA REMISE POSTALE
- 3 mois d'accès gratuit à Internet haute vitesse avec Sympatico® (Bell)
- 3 mois d'accès gratuit à Internet haute vitesse avec Videotron
- 3 mois d'accès illimité à Internet avec AOL®

**947\$**

AUCUN PAIEMENT AVANT 12 MOIS,  
NI INTÉRÊT SUR APPR. DE CRÉDIT OU 0,93\$/JOUR!

TPS ET TVQ INCLUS



### APTONBOOK 6000

- JEU DE PUCES PORTABLE 915 CENTRINO™ D'INTEL®
- MICROSOFT® WINDOWS® XP HOME
- PROCESSEUR PORTABLE D'INTEL® À 1,6MHZ
- CONNEXION DE RÉSEAU SANS FIL PRO 802.11BG D'INTEL® (11MBPS)
- Mémoire DDR 2 de 512 MO
- Graveur DVD DUAL LAYER
- Graphiques Accélérateur 900 d'Intel®
- ÉCRAN LCD-TFT ÉNORME DE 17PO - IMAGE SANS PAREIL!
- Disque dur de Haute Performance de 60GO
- Son 3D
- ENSEMBLE LOGICIEL 2006 DE MICROSOFT® (Angl.)
- ENSEMBLE DE JEUX MICROSOFT® GRATUIT!
- 3 mois d'accès gratuit à Internet haute vitesse avec Sympatico® (Bell)
- 3 mois d'accès gratuit à Internet haute vitesse avec Videotron
- 3 mois d'accès illimité à Internet avec AOL®

**977\$**

AUCUN PAIEMENT AVANT 12 MOIS,  
NI INTÉRÊT SUR APPR. DE CRÉDIT  
OU 0,90\$/JOUR!

TPS ET TVQ INCLUS

<b>MONTREAL EST</b> 5990 Métropolitain AUT. 40 Métropolitain (Voie de service) Boul. St-Jean Boul. Langelier 1-800-591-7089	<b>LAVAL</b> 1700 Boul. De L'Avenir (Intersection Boul. St-Martin) Boul. St-Martin Aut. 15 Boul. De L'Avenir 1-800-591-7086	<b>DOLLARD DES ORMEAUX</b> 3880 Boul. St-Jean Boul. St-Jean Aut. 4 1-800-591-7085	<b>RIVE SUD</b> 6185 Boul. Taschereau #119-120 AUTOROUTE 10 BOUL. TASCHEREAU 1-800-591-7087
---	---	---	--

<b>MISSISSAUGA</b> 5659 McAda Rd. WATLINE AVE. 1-800-591-3581	<b>TORONTO</b> 709 Bay St. COLLEGE ST. 1-800-591-3605	<b>NORTH YORK</b> 2180 Steeles Av. W. STEELES AV. W. E. 1-800-591-3601	<b>SCARBOROUGH</b> 50 Milner Ave. SHEPPARD AVE. 1-800-591-3588	<b>ETOBICOKE</b> 861 Brown's Line EVANS AVE. 1-800-591-3582	<b>WHITBY</b> 16-5 Dundas St. E. #2 DUNDAS 1-800-591-3640	<b>NEWMARKET</b> 17915 Leslie St. #15 STELLAR DR. 1-800-591-3590	<b>KITCHENER</b> 1342 Weber St. E. WEBER ST. 1-800-591-3651	<b>ST. CATHARINES</b> 353 Lake St. SCOTT ST. 1-800-591-3644	<b>WINDSOR</b> 9899 Tecumseh Rd. E. TECUMSEH RD. 1-800-591-3646	<b>HAMILTON MT.</b> 856 Upper James St. #113 SCOTT ST. 1-800-591-3607	<b>HAMILTON EAST</b> 3425 Harvester Rd. #110 QEW 1-800-591-3695	<b>BURLINGTON</b> 3425 Harvester Rd. #110 QEW 1-800-591-3610	<b>BRANTFORD</b> 687 Cardners Rd. #6 PRINCESS ST. 1-800-591-3708	<b>KINGSTON</b> 687 Cardners Rd. #6 PRINCESS ST. 1-800-591-3641
<b>HEURES DE MAGASINS ET CENTRES DE SERVICE:</b> LUNDI À VÉROCRÉDI 10H À 18H JEUDI ET VENDREDI 10H À 21H SAMEDI -10H À 18H	<b>LONDON S.</b> 332 Wellington Road BASE LINE 1-800-591-3631	<b>LONDON W.</b> 3080 Wonderland Rd. S. COMMERCIAL RD. W. 1-800-591-3631	<b>LONDON N.</b> 1737 Richmond St. FANSHAW PARK RD. 1-800-591-3631	<b>LONDON E.</b> 1925 Dundas St. E. DUNDAS ST. E. 1-800-591-3631	<b>OTTAWA E.</b> 1747-A St. Laurent Blvd. HAY ST. 1-800-591-3649	<b>OTTAWA W.</b> 1366 Clyde Ave. BASSETT RD. / CLYDE AVE. 1-800-591-3632	<b>SUDBURY</b> 434 Westcourt Ave. L1st G LASA JE (BLVD.) 1-800-591-3716	<b>CALGARY</b> 2118 Richir Way SW 1-800-591-3975	<b>EDMONTON</b> 9942-170 Street SENIOR PLAN RD. 1-800-591-3980	<b>VANCOUVER</b> 590 St. Ed. St. Marine B. 1-800-591-3989	<b>MONTREAL EST</b> 5990 Métropolitain AUT. 40 1-800-591-7089	<b>LAVAL</b> 1700 Boul. De L'Avenir (Intersection Boul. St-Martin) 1-800-591-7086	<b>DOLLARD DES ORMEAUX</b> 3880 Boul. St-Jean 1-800-591-7085	<b>RIVE SUD</b> 6185 Boul. Taschereau #119-120 1-800-591-7087

Taxes en sus. MCIntel, le logo Intel Inside, Intel Centrino, le logo Intel Centrino, Pentium et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce d'Intel Corporation. Tous les prix sont déjà escomptés de 3% pour paiement comptant. Les prix peuvent être inexactes et être modifiés sans préavis. L'apparence des systèmes peut différer légèrement. Les offres spéciales ne peuvent être combinées. 20 options six mois sans paiement à l'approbation du crédit. Remise d'intérêt applicable seulement si le solde est réglé pendant les six mois après la date d'achat; autrement l'intérêt sera calculé dès le premier jour. Des frais de communication peuvent s'appliquer. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre. Si un système ne peut être emporté sur-le-champ en raison d'une demande trop élevée, MDG enverra un bon d'achat différé. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre. Durée et quantité limitées. Les heures d'ouverture peuvent différer d'un magasin à l'autre. Le service Sympatico de BELL est offert aux clients résidentiels se trouvant dans un secteur desservi par la technologie appropriée. L'offre au service Sympatico de BELL prend fin le 31 Mai 2006. Cette offre vise les nouveaux abonnés, qui doivent s'abonner au service au moment de l'achat. D'autres conditions ou restrictions peuvent s'appliquer. Tous les détails en magasin ou sur notre site Web www.pcbundle.mdg.sympatico.ca. Sympatico est une marque de commerce de Bell Canada. 30es frais de communication peuvent s'appliquer.

## LE TOUR DU GLOBE

## ÉTATS-UNIS

## Bush en baisse

La cote de popularité du président américain George W. Bush continue de chuter, selon un nouveau sondage publié par la chaîne de télévision ABC News et le *Washington Post*. Le président récolte 33 % d'opinions favorables. C'est le plus bas niveau enregistré par un président américain depuis que ABC et le *Washington Post* ont commencé à publier ce type de sondage il y a 25 ans. La raison de ce désamour entre le président et l'opinion américaine a pour nom Irak, souligne ABC. Selon ce sondage, 62 % des Américains estiment que la guerre en Irak ne valait pas les sacrifices endurés par leurs soldats.

D'après AFP

## IRAK

## Un verdict cet été ?

Le procès de Saddam Hussein et de ses sept coaccusés dans l'affaire du massacre de villageois chiites dans les années 1980 devrait s'achever fin juin et le verdict pourrait intervenir au cours de l'été, a affirmé hier un responsable américain. L'ex-dictateur irakien et ses lieutenants sont jugés pour le massacre de 148 villageois chiites dans les années 1980, après un attentat en 1982 contre le convoi présidentiel dans le village de Doujaïl, au nord de Bagdad. Les accusés risquent la peine de mort mais plaident non coupable.

D'après AFP

## ANGOLA

## Épidémie de choléra



PHOTO REUTERS

Un Angolais et son fils souffrant du choléra à un centre de soins de Médecins sans frontières.

L'Angola fait face à « la pire » épidémie de choléra de son histoire, avec près de 1300 morts en un peu plus de trois mois, a affirmé hier à Johannesburg l'organisation Médecins sans frontières (MSF). « Les personnes menacées (par l'épidémie) aujourd'hui se comptent toujours en millions », a déclaré Richard Veerman, responsable de MSF en Angola, au cours d'une conférence de presse. Depuis le début de l'épidémie, le 13 février, 35 775 cas de choléra et 1298 décès ont été recensés dans le pays, selon un bilan diffusé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

D'après AFP

## CHINE

## Évacuation massive



PHOTO REUTERS

Sous la pluie diluvienne, des Chinois évacuent Shantou dans la province de Guandong.

Plus de 600 000 personnes ont été évacuées des zones côtières du sud de la Chine à l'approche du typhon *Chancho*, qui s'annonce comme le plus violent dans la région à cette période de l'année et qui a fait 41 morts samedi aux Philippines, ont rapporté hier les médias chinois. Hier, environ 320 000 personnes, dont de nombreux marins pêcheurs, ont été évacués de la province du Guandong, a rapporté la télévision centrale chinoise. Les autorités provinciales ont également ordonné à 58 000 pêcheurs de ramener leur embarcation à leur port d'attache.

D'après AFP

## SERBIE-MONTÉNÉGR

## Vote pour l'indépendance

Les Monténégrins vont voter en faveur de l'indépendance de leur pays lors du référendum ce week-end, a estimé hier Miodrag Vlahovic, ministre des Affaires étrangères du Monténégro. Selon lui, le Monténégro compte devenir « un pays libre, indépendant, souverain et reconnu à l'échelle internationale ». « C'est le résultat du référendum le plus probable et, nous le croyons, le seul possible », a-t-il déclaré aux journalistes à l'occasion d'une visite en Estonie. « Poursuivre l'intégration européenne » est l'objectif à long terme du Monténégro, a assuré M. Vlahovic.

D'après AFP



PHOTO ERTUGRUL SUBASI, AP

Des secouristes transportent l'un des juges blessés hier lors d'une attaque survenue à Ankara.

## Cinq juges blessés par les tirs d'un avocat en Turquie

AGENCE FRANCE-PRESSE

ANKARA – Un homme armé a ouvert le feu hier sur des juges au Conseil d'État à Ankara, blessant cinq d'entre eux, dont deux femmes, dans une attaque visant la plus haute juridiction administrative du pays, qui s'illustre par sa défense des principes laïques.

L'un des juges, blessé à la tête, a été opéré et les pronostics des médecins sont très réservés. L'état des autres juges blessés est moins préoccupant.

L'assaillant est un avocat d'Istanbul, Al-

blique et les universités en Turquie, pays musulman mais laïque qui a entamé en octobre des négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE).

Pour M<sup>me</sup> Cölasan, un lien entre cette attaque et les verdicts pro-laïques ne fait aucun doute : « Le motif, c'est la décision au sujet du foulard », a-t-elle estimé.

L'auteur des tirs a été maîtrisé sur place et était interrogé par la police antiterroriste. Son arme, un pistolet automatique Glock, peut passer inaperçu par les détecteurs de métal, selon les autorités.

Aucune déclaration officielle n'a été faite

**Aucune déclaration officielle n'a été faite concernant les motifs, mais la piste islamiste semblait la plus plausible. « Le motif, c'est la décision contre le port du foulard », a déclaré pour sa part la vice-présidente du Conseil d'État turc.**

paslan Aslan, âgé de 29 ans. Il a fait irruption dans une salle où les juges étaient réunis en audience au cinquième étage de l'immeuble et a tiré sur eux en criant « *Allah Akbar* (Allah est grand) », selon les chaînes d'information NTV et CNN-Turk.

Selon Tansel Cölasan, vice-présidente du Conseil d'État, l'homme aurait crié « nous sommes les émissaires, les soldats de Dieu » avant de tirer sur les juges de la 2<sup>e</sup> Chambre de l'institution.

Cette Chambre est notamment connue pour avoir signé des décisions confirmant l'interdiction du port du voile islamique dans les établissements de la fonction pu-

concernant ses motifs, mais la piste islamiste semblait la plus plausible. L'attaque a été condamnée par l'ensemble de la classe politique.

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a rejeté tout lien entre cette attaque et la politique de son gouvernement islamiste-conservateur.

« Il est laid d'établir un lien entre cette attaque et mes opinions d'avant les élections » législatives de 2002, a-t-il dit lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue finlandais Matti Vanhanen en visite à Ankara.

La Turquie est dirigée depuis 2002 par le

parti de la Justice et du Développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), qui avait promis lors de sa campagne électorale de lever l'interdiction du port du voile.

Cette promesse n'a pas été tenue en raison d'une opposition farouche de la hiérarchie pro-laïque.

Le port du voile est perçu comme un signe ostensible de soutien à l'islam politique par les milieux laïques, dont la puissante armée qui se considère la garante des valeurs républicaines.

La 2<sup>e</sup> Chambre du Conseil d'État s'était prononcée l'an dernier contre le port du foulard par la directrice d'une école maternelle d'Ankara à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement.

M. Erdogan, un ancien militant islamiste dont l'épouse et les deux fils portent le voile, avait publiquement critiqué cette décision, s'attirant les foudres de la classe judiciaire qui a dénoncé une ingérence dans la justice indépendante.

Le journal islamiste *Vakit* avait publié les photos des juges membres de cette chambre, devenus ainsi la cible des milieux islamistes.

Deniz Baykal, chef de l'opposition social-démocrate au Parlement, a affirmé que les fondements laïques de la Turquie étaient visés. « Ce ne sont pas seulement les juges qui ont été la cible d'une attaque, mais aussi la Constitution », a-t-il déclaré à la presse.

« La Turquie dérive vers un point extrêmement dangereux », a-t-il dit, en allusion à ce que l'opposition perçoit comme une islamisation du pays favorisée par l'AKP.

## Une loi controversée sur l'immigration adoptée en France

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS – Les députés français ont adopté hier une loi controversée sur l'immigration choisie, préparée par le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, pour durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Le texte a été voté par 367 élus, notamment ceux du parti de droite au pouvoir UMP, sur 577, et rejeté par l'opposition de gauche.

Le projet de loi veut mettre en adéquation l'immigration avec « les capacités d'accueil de la France et ses besoins économiques » en augmentant la part des étrangers arrivant sur la base de leurs compétences professionnelles, et qui représente aujourd'hui à peine 5 % des flux.

La loi Sarkozy abroge aussi la régularisation de droit des clandestins présents en France depuis 10 ans. D'autre part, les nouveaux arrivants devront attendre 18 mois, contre 12 jusqu'ici, pour faire venir leur famille en France.

Le ministre de l'Intérieur, qui entamait hier soir une tournée au Mali puis au Bénin, s'est félicité de l'adoption du texte qui montre, selon lui, que l'immigration n'est pas un sujet tabou.

À l'Assemblée, « personne n'a contesté que l'immigration voulue peut être une opportunité en terme de talents, d'ouverture », a-t-il constaté.

Sa volonté d'infléchir l'immigration a valu à M. Sarkozy, qui ambitionne de devenir chef de l'État à l'issue de la présidentielle de 2007, une volée de bois vert de certaines personnalités africaines, dont le président sénégalais Abdoulaye Wade et le chanteur Alpha Blondy.

« Ce que je suis en train de faire est un peu absurde. Je vais former des ca-

**La loi Sarkozy, entre autres, abroge la régularisation de droit des clandestins présents en France depuis 10 ans.**

dres et ils vont développer l'économie française », a déclaré mardi à Paris M. Wade, soulignant que dans son pays 40 % du budget étaient consacrés à l'éducation.

À Bamako, des manifestations étaient prévues pour protester contre la venue de M. Sarkozy et contre sa loi, qualifiée de « raciste » par un responsable de l'Association malienne des expulsés (AME).

En signe d'apaisement, le ministre de l'Intérieur a demandé hier le retour en France d'une Malienne expulsée à tort le 13 mai avec ses deux enfants. Mariam Sylla avait été reconduite à la frontière alors qu'elle avait déposé un

recours suspensif contre la décision de l'expulser. Le chanteur Alpha Blondy, nommé en septembre 2005 « messager de la paix » par l'ONU en Côte-d'Ivoire, n'a pas hésité à comparer l'immigration choisie avec l'esclavage.

« Cette notion d'immigration choisie, cet apartheid migratoire renvoient au temps des esclaves où les marchands choisissaient les plus vigoureux, ceux qui avaient les meilleures dents pour les faire venir en Occident », avait-il déclaré début mai.

M. Sarkozy lui a répondu en déclarant que « l'esclavage en Afrique est l'une des pires tragédies de l'histoire et il est indispensable d'éviter toute banalisation de ce crime contre

l'humanité par des rapprochements qui n'ont aucun sens ».

Outre une carte de séjour spécifique « compétence et talents » pour les étrangers les plus diplômés, le texte de loi oblige les candidats à un séjour de longue durée à signer un contrat « accueil et intégration », par lequel ils s'engagent à suivre une formation, notamment linguistique.

Toutefois, selon Pierre Henry, directeur de l'association France-Terre-d'Asile, « ces formations connaissent aujourd'hui un taux d'abandon de 50 %, conséquence de l'absence de gardes d'enfants » ou de « situations de monoparentalité ».

# Palestine: l'effet boomerang



JOONEED KHAN  
REGARD SUR  
LE MONDE

Le président palestinien Mahmoud Abbas a ordonné hier à ses services de s'opposer au déploiement d'une force de sécurité du Hamas à Gaza, et des heurts ont fait deux morts dans les rangs du mouvement islamiste tandis qu'un responsable du Fatah d'Abbas échappait à un attentat à la bombe à son domicile.

Ces heurts illustrent la rivalité persistante entre le Fatah et le Hamas depuis que le parti islamiste, longtemps dans l'opposition, a remporté les législatives de janvier, renvoyant dans l'opposition le Fatah, qui avait gouverné jusque-là.

Les deux courants font cependant cause commune face à l'urgence vitale du moment: alléger les pressions sans précédent qu'Israël et les pays occidentaux exercent depuis trois mois sur le peuple palestinien exsangue pour contraindre le Hamas à reconnaître Israël.

Cette stratégie de « siége économique » et d'« isolement diplomatique » vient de faire boomerang: l'ONU a averti qu'une crise humanitaire de grande ampleur menaçait les Palestiniens; d'autres ont évoqué l'effondrement imminent des institutions et de l'ordre dans les Territoires occupés. Abbas et le Hamas ont lancé des SOS.

## « Puniton collective »

Des éditoriaux en Europe ont rappelé que les pressions économiques s'apparentaient à une « puniton collective », que le droit international interdit. « Des gens innocents sont traités comme des animaux sur présomption



PHOTO MOHAMMED ABED, AFP

En uniformes et armés, des membres de la nouvelle force de sécurité du gouvernement palestinien, dominé par le Hamas islamiste, recevant les dernières instructions hier avant d'être déployés à patrouiller les rues de la bande de Gaza.

qu'ils sont coupables d'un crime pour avoir élu le Hamas », écrivait l'ancien président Jimmy Carter, des États-Unis.

Alors que les Palestiniens commémoraient, le 15 mai, la Catastrophe (Naqba) que fut pour eux la création d'Israël en 1948, Israël, les États-Unis et l'Europe faisaient marche arrière face à la catastrophe annoncée: Israël dégelait les revenus dus aux Palestiniens (60 millions de dollars US par mois), mais comme « aide humanitaire »; l'UE s'engageait à créer d'ici juin un fonds d'aide spécial pour les Palestiniens; l'agence USAID annonçait 800 000 dollars pour les hôpitaux.

Les États-Unis et l'UE font partie, avec l'ONU et la Russie, du Quartette parrainant le plan de

paix appelé Feuille de route. La Russie, la Chine, l'Inde, les pays scandinaves et arabes, l'Afrique du Sud et le Japon ont, eux, engagé le dialogue avec le Hamas, refusant la stratégie d'isolement menée par Israël et l'Occident.

Le Canada, qui a emboîté le pas aux États-Unis, n'a pas encore dit s'il reprenait son aide aux Palestiniens. Une vingtaine de groupes canadiens de solidarité avec les Palestiniens ont publié lundi une déclaration affirmant que « la famine menace des centaines de milliers de Palestiniens et des malades meurent dans les hôpitaux faute de médicaments ».

## « Fantaisie »

« Exiger du Hamas qu'il reconnaisse Israël relève de la fantaisie,

car Israël veut conserver les grands blocs de colonies en Cisjordanie, faisant fi de la Feuille de route. Hamas a le droit de savoir quel Israël reconnaître et dans quelles frontières », écrit Virginia Tilley, politologue états-unienne, dans le magazine *CounterPunch*.

Pour Gideon Levy, chroniqueur au quotidien israélien *Haaretz*, Israël et ses amis « se sont livrés, durant deux ou trois mois, à un petit jeu stupide » et ils ont dû se résigner à « une reddition sans conditions ». « Au lieu de mettre fin à l'occupation des Palestiniens, le monde préfère leur envoyer de l'aide. Les partisans de l'occupation trouvent cela fort commode. Il est donc difficile de comprendre pourquoi Israël a cherché à sa-

boter l'aide aussi », poursuit Levy.

« L'Égypte et l'OLP avaient refusé de reconnaître Israël, avant de signer des accords de paix avec lui », rappelle Jimmy Carter. Dans une lettre à l'UE avant qu'Abbas ne s'adresse au Parlement de Strasbourg, mardi, le gouvernement du Hamas s'est dit prêt à revendiquer un État palestinien « à côté d'Israël » et « sur toutes les terres occupées en 1967 ».

Cette formulation a été négociée entre des militants du Hamas et du Fatah, mais n'a pas encore été commentée par le gouvernement.

Avec AFP, AP, Reuters, Guardian, CounterPunch, Haaretz, Zaman, Xinhua

# Dernière escale pour l'ancien porte-avions français Clemenceau

AGENCE FRANCE-PRESSE

BREST — L'ex-porte-avions français *Clemenceau* a regagné hier son port d'origine de Brest, dernière escale avant son démantèlement, au terme de trois ans de péripéties politiques, de polémiques sur la présence d'amiante et d'un périple de 18 000 km jusqu'en Inde.

Tel un vaisseau fantôme, l'ex-*Clemenceau* est sorti des brumes matinales peu

après 7 h pour s'engager dans le goulet de Brest avant de s'amarrer, sous très haute sécurité.

« C'est triste qu'il rentre comme ça, car c'est un bateau qui a rendu beaucoup de services, qui fait partie de l'histoire », soupirait Pierre Nicol, ancien ouvrier de l'arsenal, en le regardant lentement entrer dans la rade.

Comme lui, des centaines de Brestois, souvent partagés entre nostal-

gie et amertume, ont assisté au retour du *Clemenceau* dans le port qui l'a vu naître.

Cet accostage marque la fin d'un voyage tumultueux qui a mené depuis le 31 décembre dernier la coque « Q 790 », privée de moteur et d'équipage, de Toulon à Brest en passant par les côtes indiennes où il devait être démantelé.

Ce périple a été rythmé par les passes d'armes entre l'État français

et des associations écologistes, arbitrées par les justices française et indienne, qui se sont soldées par le retour en France de l'ancien fleuron de la Marine.

Très en pointe dans le combat pour empêcher que le navire ne soit détruit en Inde dans des conditions douteuses sur le plan de l'environnement, l'organisation Greenpeace s'est félicitée de ce rapatriement et estime qu'« il y au-

ra clairement un après-*Clemenceau* ».

« On voit la France s'engager à mettre en place des structures de démantèlement. On voit aussi l'Inde et le Bangladesh refuser des bateaux. Le démantèlement ne pourra plus se faire sur le dos des travailleurs indiens », a souligné le directeur des opérations de Greenpeace France, Yannick Jadot.

L'association écologiste Robin des Bois tempérait cet optimisme. « Depuis le début de l'année, 95 bateaux ont rejoint dans le silence les chantiers de démolition sans la moindre opposition des pays exportateurs et importateurs, dont 60 au Bangladesh et 22 en Inde. Pas un gramme d'amiante n'a été retiré préalablement de ces navires », fait-elle remarquer.

Faites l'expérience d'une technologie de pointe avec des sélecteurs de vitesse inspirés de la F1.\*

VIVEZ L'EXPÉRIENCE  
**ACURA**  
ÉVÉNEMENT ESSAI ROUTIER

**ACURA**

\*Offerts uniquement avec la transmission automatique.

**CSX**

Derrière le volant gainé de cuir se trouvent les sélecteurs de vitesse, une brillante façon de contrôler avec précision la boîte automatique cinq vitesses de la CSX. Les sensations surgissent dès que vous appuyez sur les sélecteurs de vitesse de type F1 et que vous prenez le départ. Parfaite combinaison de luxe et d'adrénaline, la nouvelle CSX réinvente le plaisir de conduire.

acura.ca

## MONDE

# Washington admet soutenir une coalition en Somalie

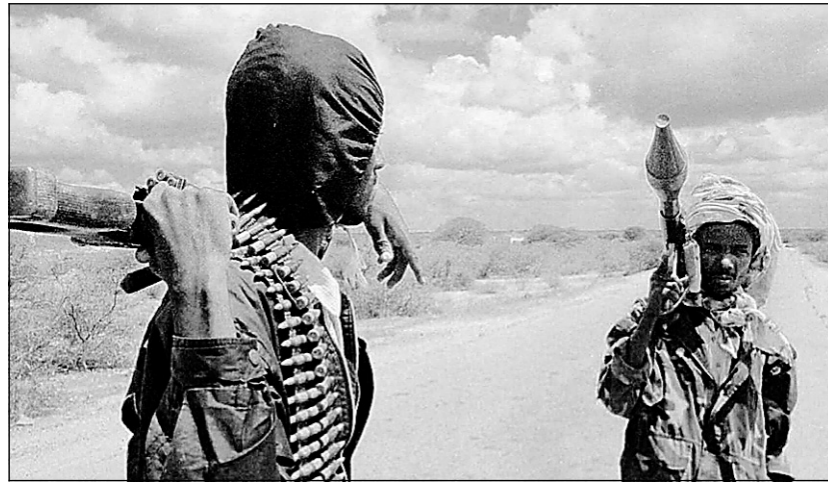
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La Maison-Blanche a confirmé hier que les États-Unis soutenaient ce qu'elle a appelé des « partenaires » locaux pour empêcher qu'Al-Qaeda n'établisse une « tête de pont » en

firmé explicitement que les États-Unis soutenaient l'une des parties au conflit, l'Alliance pour la restauration de la paix et contre le terrorisme (ARPCT), une coalition de chefs de guerre combattant les miliciens des tribunaux islamiques.

Mais, a-t-il dit devant la presse, « nous continuerons à travailler avec des partenaires régionaux et internationaux partout où nous le pouvons pour réprimer le terrorisme et essayer d'empêcher son ascension ».

Le président George W. Bush estime que sa « responsabilité première en tant que commandant en chef est de protéger les Américains », a dit M. Snow. Or la Somalie est livrée à « l'instabilité » et « dans un environnement d'instabilité (...) Al-



Deux combattants somaliens à la solde d'un des chefs de guerre.

PHOTO D'ARCHIVES AP

L'administration américaine dit vouloir éviter qu'Al-Qaeda établisse une « tête de pont » dans le pays.

Somalie, en proie à de violents combats depuis une dizaine de jours.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow, n'a pas con-

Qaeda peut prendre racine et nous entendons faire en sorte qu'Al-Qaeda n'établisse pas effectivement une

tête de pont en Somalie », a-t-il dit.

La semaine dernière, des combats meurtriers entre chefs de guerre et

miliciens des tribunaux islamiques ont fait au moins 130 morts à Mogadiscio, capitale de la Somalie, pays en guerre civile depuis 1991.

Une trêve est observée depuis dimanche, sans qu'aucun accord ait été signé.

L'ARPCT s'oppose à la montée en puissance des tribunaux islamiques, soupçonnés d'abriter des agents d'Al-Qaeda.

Selon des officiels américains et de l'ARPCT, cette dernière a reçu un soutien financier de la part des États-Unis au nom de la lutte contre le terrorisme.

Un rapport d'experts des Nations unies indique que toutes les factions bénéficient de soutiens gouvernementaux. Ce soutien pose la question d'une violation de l'embargo sur les armes imposé en 1992 à la Somalie.

Le porte-parole de la Maison-Blanche a déclaré qu'à « long terme », la Somalie devait avoir un « gouvernement qui fonctionne efficacement ».

En attendant, les États-Unis « soutiennent fortement » les institutions fédérales de transition, a-t-il dit. Ces institutions, mises en place en 2004, ont été incapables jusqu'alors de surmonter leurs divisions et de rétablir l'ordre.

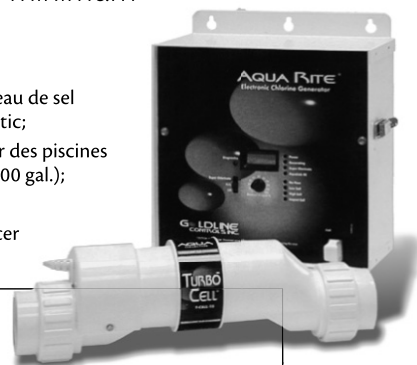


## Faites la paix avec votre piscine.

Aqua Rite, de Hayward, est un système révolutionnaire d'assainissement au sel qui vous procure une eau douce, pure et limpide sans les complications et les désagréments des procédés ordinaires au chlore. Son fonctionnement est simple, automatique et économique pour un entretien minimum et une détente maximum.

**AQUA RITE**  
Générateur de chlore électronique

- Affichage numérique du niveau de sel et 8 voyants DEL de diagnostic;
- Capacité de production pour des piscines jusqu'à 150 000 L d'eau (40 000 gal.);
- Cellule autonettoyante;
- Aucune cartouche à remplacer annuellement.



Seulement  
**1499\$\***

Jusqu'au 30 juin 2006, visitez le [www.baignezenpaix.ca](http://www.baignezenpaix.ca) et obtenez un rabais allant jusqu'à **500\$\*** à l'achat d'un système Aqua Rite.

\*Ce prix inclut une réduction instantanée applicable seulement sur le générateur de chlore électronique Aqua Rite de Hayward, modèle # AQ-RITE-CUL au prix de détail suggéré de 1999\$. Le détaillant peut vendre à prix moindre. Taxes, installation et sel en sus.

\*Aqua Rite est une marque de commerce déposée de la société Goldline Controls Inc. ©Hayward est une marque de commerce déposée de la société Hayward Pool Products Inc. ©Hayward Pool Products Inc.

**HAYWARD**

De tout pour la piscine

## BRÉSIL

## Contre-offensive sanglante de la police à São Paulo

AGENCE FRANCE-PRESSE

SÃO PAULO — La police de São Paulo a abattu 93 « criminels » présumés en cinq jours dans le cadre d'une contre-offensive sanglante, alors que les autorités pénitentiaires reconnaissent avoir mené des tractations avec le crime organisé pour mettre fin aux violences.

Les forces de l'ordre, dans ce qui s'apparente désormais à une chasse à l'homme, ont annoncé avoir tué 22 délinquants présumés supplémentaires au cours des 24 dernières heures.

Des attaques sporadiques ont encore été lancées dans la nuit de mardi à mercredi dans l'État de São Paulo contre les forces de l'ordre, après le déferlement des violences du crime organisé contre la police et des objectifs civils dès vendredi soir, en représailles au transfèrement de 765 détenus vers une prison de haute sécurité.

La veille, les autorités avaient indiqué que les affrontements avaient fait 115 morts, dont 40 policiers et gardiens de prison, quatre passants et 71 « criminels » présumés, auxquels s'ajoutent les corps de 18 détenus retrouvés après la fin des mutineries lundi dans les prisons.

Le secrétariat à la sécurité n'a diffusé aucun chiffre sur le nombre de blessés parmi les assaillants et n'a pas encore fourni les noms des morts, au grand dam des mouvements de défense des droits de l'homme.

« Au cinquième jour, la vengeance », « La police réagit par un massacre à São Paulo », titrait le quotidien *O Globo*.

La presse a commencé à publier les témoignages de proches de personnes tuées par la police alors qu'elles n'avaient pas pris part aux violences, en particulier dans des quartiers défavorisés de São Paulo.

Selon Armando Tambelli, de l'ONG Observatoire national des prisons, « on assiste maintenant à une spirale de la violence ». Selon lui, « la police qui veut maintenir le monopole de la violence, tue des assaillants en représailles ».

« La police tue ceux qui osent nous affronter », a déclaré l'un des responsables de la police, Elizeu Teixeira Borges.

Le directeur de l'Association des officiers de la police militaire, Sergio Olimpio Gomes, a promis qu'« à partir de maintenant il y aura en moyenne 10 à 15 bandits tués par jour à São Paulo ». « Nous allons montrer notre force dans les limites de la loi », a-t-il déclaré au *Globo*, tout en assurant qu'« il n'y aurait pas d'exécutions sommaires ».

### vente de PIANOS

DU 17 MAI AU 4 JUIN

SURPLUS D'INVENTAIRE  
PAYONS LES 2 TAXES  
DÉFIONS TOUTE COMPÉTITION



SANS  
RENDEZ-VOUS !  
(514) 722-8741

3-405060

PAR YOUNG CHANG &amp; BOUTHILLIER MUSIQUE INC.

3-405067

Plus de 1,5 million en inventaire

L'ENTREPOT

au vent fou

NAUTISME XTREME QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

• Wakeboard Plus de 200 ensembles JUSQU'À 60% DE RABAIS

• Skis nautiques Combos à partir de 149 \$

• Wet Suits • Tubes

• Planches à voile • Kayak

514-640-3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal  
www.auventfou.com 1-800-336-2126

3-404452

3-404455

# 6 200 PERSONNES AU GÉNÉRIQUE

Les médicaments génériques au Québec,  
plus de 1 MILLIARD \$ par année dans l'économie du Québec

**6 200** emplois directs et indirects  
**287 millions \$** versés en salaires

**400 millions \$** d'économies pour le système  
de santé du Québec

**507 millions \$** d'achats de biens et de services

En 2005, chaque Québécois a reçu en moyenne  
8 prescriptions de médicaments génériques.

Source : Étude Stratem 2006

[www.generiquescanadiens.ca](http://www.generiquescanadiens.ca)



ASSOCIATION CANADIENNE DU MÉDICAMENT GÉNÉRIQUE

Les médicaments génériques :  
même qualité au meilleur prix

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAUX

## Un plan, et vite



ARIANE KROL

La Chambre des communes a adopté, mardi, une résolution sommant le gouvernement Harper d'expliquer, d'ici le 15 octobre, comment il entend satisfaire aux exigences du protocole de Kyoto.

Cette motion du Bloc n'est que la plus récente tentative pour forcer les conservateurs à ouvrir leur jeu dans ce dossier. Ces efforts n'ont malheureusement pas donné grand résultat jusqu'ici. Depuis les élections, Stephen Harper et sa ministre de l'Environnement ont préféré discréditer les engagements pris par le Canada que d'expliquer leur stratégie pour y faire face. Mais les arguments qu'ils emploient pour justifier leur immobilisme rappellent au contraire à quel point le temps presse. Voyons plutôt.

Le Canada n'atteindra pas ses objectifs de réduction parce que les émissions de gaz à effets de serre (GES) ont bondi de presque 29 % depuis 1990 et que le précédent gouvernement n'a rien fait.

## L'été qui arrive risque d'amener son lot de crises météorologiques.

Ce qu'il faut surtout comprendre, c'est qu'en l'absence de mesures concrètes, le bilan ne peut que se détériorer. C'est vrai, le Canada n'aura pas assez de six ans pour ramener ses émissions sous le niveau de 1990. Il y a cependant d'autres moyens de se conformer à Kyoto. La ministre Ambrose a parlé de créer un marché local pour échanger des crédits d'émissions. Mais pour mettre en tel système en place, il faudrait qu'Ottawa fixe des objectifs de réduction clairs et informe les entreprises du prix qu'elles auront à payer si elles ne les atteignent pas.

Les efforts pour réduire les GES

## Des quotas qui comptent



NATHALIE COLLARD

Les radiodiffuseurs privés souhaitent que le CRTC abaisse les quotas de contenu canadien qui leur sont imposés.

Cette demande a été exprimée dans le cadre des audiences qui ont lieu cette semaine à Gatineau. L'argument, peu convaincant, de l'Association canadienne des radiodiffuseurs du Canada est que les radios privées doivent faire face à plusieurs irritants dont l'arrivée de la radio satellite, le phénomène grandissant de téléchargement de la musique ainsi que l'exode des jeunes francophones vers les radios anglophones. Les quotas actuels — 35 % de contenu canadien et 65 % de contenu francophone dans les stations francophones — auraient pour effet, du moins c'est ce qu'on prétend, d'affaiblir leur position face à cette concurrence.

Ces arguments ne tiennent pas la route. Premièrement, les radiodiffuseurs privés savent très bien que la lutte pour les auditeurs ne se fait pas sur le contenu musical mais bien sur le contenu parlé. Ce n'est pas un hasard si, depuis quelques semaines, les stations de radio se livrent une chaude lutte pour embaucher des animateurs connus.

En ce qui concerne le phénomène de téléchargement, il est inexorable et ce ne sont pas les quotas qui vont y changer grand-chose. C'est une migration naturelle vers de nouvelles technologies et il est évident que pour les jeunes, l'écoute de la musique passe de moins en moins par la radio. Ce qui ne signifie pas que la radio soit condamnée à dispa-

raître comme le démontre la santé financière enviable des radiodiffuseurs privés ainsi que l'explosion de stations de radio artisanales sur internet.

Quant à la radio satellite, il s'agit d'un phénomène encore nouveau et il est difficile de prévoir quel sera le comportement des auditeurs face à ce médium payant et encore très peu convivial.

Les propriétaires de radio privée invoquent également le phénomène des jeunes francophones qui migrent vers les stations de radio anglophones. Ce phénomène est loin d'être récent. Il est propre aux jeunes qui, pour la plupart, reviennent tôt ou tard à l'écoute de la musique francophone.

D'où l'importance des quotas afin d'assurer une offre minimale de musique francophone. Plusieurs organismes, comme l'ADISQ et la SOCAN (Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), demandent qu'on hausse les quotas à 40, voire à 50 % de contenu canadien. Leur argument, très valable, est que les propriétaires de radio ont le privilège d'utiliser les ondes publiques et que ce privilège est associé à une responsabilité, celle de faire la promotion des cultures québécoises et canadiennes.

En effet, il y a un lien direct entre le passage à la radio et le succès d'un artiste. Un bon exemple est celui de l'album *Hawaïenne* du groupe Les Trois Accords qui tournait déjà depuis longtemps lorsque Musique-Plus, suivi des radios commerciales, l'a découvert. Résultat : un succès inespéré pour un album jusque-là confidentiel.

Bref, non seulement faut-il maintenir les quotas mais il serait bon de les élever — à 40, 45 ou 50 %, c'est à voir — afin d'assurer la santé de l'industrie de la chanson québécoise.

Contrairement à ce qu'ils semblent croire, les conservateurs n'ont pas seulement été élus pour réaliser leurs promesses électorales, mais pour gouverner le pays. Cela inclut donner suite aux engagements pris par le Canada dans le cadre d'accords internationaux comme le protocole de Kyoto, de façon constructive et convaincante.

Pour l'instant, la pression vient surtout des médias, des environnementalistes et de l'opposition. Mais l'été qui arrive risque d'amener, comme par les années passées, son lot de crises météorologiques. Qu'il s'agisse d'inondations, de sécheresse ou de canicule, l'effet sera le même : rappeler à la population qu'avec le réchauffement climatique, les extrêmes sont appelés à se multiplier. À ce moment-là, les réponses évasives ne suffiront plus. Le gouvernement Harper devra démontrer ce qu'il entend faire pour réduire les émissions de GES qui contribuent à ce réchauffement.

Les mots « ciboire » et « tabernacle » semblent déranger beaucoup de personnes. Comme si ces termes n'appartenaient pas au langage ecclésiastique depuis la nuit des temps. La réaction de certaines personnes face à la publicité de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde laisse à croire que ces vocables sont la propriété du langage vernaculaire d'ici. Je pense que l'Église devait marteler ces mots sacrés plus souvent et avec beaucoup de vigueur et, surtout, dénoncer le côté dérogatoire de ceux qui les utilisent comme juron. Sinon, il arrivera un jour où les prélats auront peur de les prononcer même à l'intérieur de l'Église. Si je dis que : le tabernacle est un petit compartiment situé au milieu de l'autel où est conservé le ciboire qui contient le corps du Christ en hostie. Est-ce un sacre ou la vérité ?

Jean Durandisse

## Mission en Afghanistan...



Le Droit

DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES

&gt; Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

## Sacré ou vérité

Jean Durandisse

## Qu'est-ce que le Canada fout en Afghanistan ?

Voulez-vous bien me dire qu'est-ce que l'armée du Canada fait en Afghanistan ? La lutte au terrorisme, est-ce que quelqu'un y croit encore ? Tout cet argent gaspillé pour attraper un seul homme, Ben Laden, qui semble avoir trouvé la cachette idéale, alors qu'on a bombardé et détruit deux pays à date pour essayer de le trouver ? Pourquoi ne pas redonner ces pays à leurs habitants et les laisser faire ce qu'ils veulent bien en faire, obliger leurs femmes à porter la burka ou s'entre-tuer pour un bout de territoire ? Pourquoi voulons-nous jouer à la guerre, au policier international, aux évangélistes de la démocratie à l'occidentale ? Notre coup d'État (celui de l'alliance occidentale) en Afghanistan a fonctionné ? Alors n'y restons pas jusqu'à la fin des temps à jouer à la police. Nous avons fait notre part. Quittons ce pays comme il était prévu et si on veut faire le bien, allons dans ces pays pauvres où la guerre à la famine fait rage et où notre argent ne serait pas investi en pure perte.

Jean Lachance  
Québec

## Au tour des piscines ?

Tout comme le registre des armes à feu, le gouvernement s'appête à légiférer sur les piscines, comme s'il n'y avait pas encore assez de

lois et surtout assez de gouvernement dans nos vies. Propriétaire d'une piscine creusée depuis 30 ans, pourrait-on m'expliquer pourquoi on a besoin de recourir à une loi spécifique sur les piscines alors que ceux qui demeurent près d'une rivière ou d'un lac vivent très bien sans cela ? L'eau des piscines serait-elle plus mortelle que celle des lacs et des rivières ? Le rituel est toujours le même : un coroner, en mal de popularité, crie au scandale et le gouvernement réagit pour rassurer les bien-pensants mis intentionnellement en panique, au lieu d'agir calmement et avec intelligence. Qu'on se le dise une fois pour toutes : on ne peut pas gérer la négligence ou la bêtise humaine par des lois.

Robert Vallée  
Brossard

## Quel culot !

Quand le système de santé a été mis sur pied, les médecins étaient en faveur d'un ticket modérateur. Je le sais, j'étais là. M. Castonguay s'est opposé. Aujourd'hui il est en faveur et il ajoute : « ces contributions de la part de l'usager pourraient apporter le supplément de revenu aux médecins sans que ça vienne toujours de l'État ». Quel culot ! M. Castonguay veut nous en faire porter l'odieux. Quel mépris pour la profession médicale ! Le ticket modérateur n'a pas pour but de rémunérer les médecins mais plutôt d'empêcher les abus. Pour un économiste, c'est pas fort !

Maurice Parent  
médecin

## Une explication

Le sondage réalisé par le chercheur de l'UQAM reflète bien les difficultés des cols bleus mais son analyse des causes est un peu courte. Au fil des ans, par veulerie ou pour obtenir la paix à court terme, les administrations municipales précédentes ont laissé le syndicat gruger de plus en plus leurs droits de gérance. À un point tel qu'aujourd'hui le pauvre col bleu doit répondre à deux « boss » dans l'accomplissement de son travail quotidien, deux « boss » qui se détestent et lui donnent des directives contradictoires. Il est coincé dans ce milieu de travail pourri et il est déprimé au point d'en être malade. On le serait à moins. Il ne faut pas confier à deux cuisiniers le soin de faire la soupe.

Raynald Laplante

## CYBERPRESSE

## Une dépossession

À partir du 31 mai, la vente de cigarettes dans des machines distributrices sera interdite. Qu'arrivera-t-il aux quelque 300 personnes dont la vie dépend directement de cette industrie et qui perdront ainsi leur gagne-pain ?

Telle est la question que se posent, aujourd'hui, Pierre E. Patenaude et Raymond Laporte, respectivement président et vice-président du Regroupement des exploitants de distributrices automatiques de cigarettes (REDAC), dans un texte intégral publié sur Cyberpresse.ca/opinions.

MM. Patenaude et Laporte concluent : « À ce jour, on ne nous a proposé aucune indemnité. Les représentants de ces ministères répètent ne pas avoir les budgets ou les programmes pour ce type de compensation. On n'acceptera pas, cependant, une dépossession sauvage de nos entreprises, de nos revenus, de notre capital, de notre patrimoine, de notre pension, sans dire un mot. Nous interpellons donc le gouvernement afin qu'il nous accorde une compensation juste et équitable. C'est le moins qu'on puisse lui demander. »

À lire et à commenter sur : Cyberpresse.ca/opinions.



# A-t-on le choix?

## La mission du Canada en Afghanistan doit se poursuivre parce que notre présence est essentielle au maintien de la paix

**JEAN-FRANÇOIS LÉVESQUE**  
*L'auteur enseigne la littérature au cégep Saint-Jean-Richelieu et termine une maîtrise en droit international à l'Université du Québec à Montréal.*

Un 16<sup>e</sup> militaire canadien est mort, hier, en Afghanistan. Il s'agit d'une femme, la capitaine Nichola Goddard, qui est tombée sous les balles ennemies.

Alors que le débat faisait rage aux Communes, encore hier, sur la pertinence de prolonger de deux ans le mandat des forces canadiennes en Afghanistan, la population — particulièrement au Québec — demeure divisée sur la pertinence de cette intervention, déchirée entre la volonté de sécuriser une région et la crainte de jouer le jeu martial américain. Le Canada a-t-il davantage la responsabilité d'intervenir ou de s'abstenir dans ce conflit ?

Dans un monde idéal, tous les hommes seraient bons et il n'y aurait pas de guerre.

Dans un monde presque idéal,

**Notre pays se classe uniquement au 31<sup>e</sup> rang parmi les pays participant aux missions de paix, derrière la Jordanie, le Ghana et le Sri Lanka. Les cinq premiers sont le Pakistan, le Bangladesh, l'Inde, le Népal et l'Éthiopie.**

les quelques rares guerres se dérouleraient en vase clos, dans des régions éloignées, et mettraient aux prises des belligérants condamnables par les « nations civilisées », qui n'auraient pas à se soucier de leur responsabilité, même partielle, dans de telles violences.

Dans un monde déjà un peu moins idéal, notre pays serait occasionnellement amené à s'inter-

poser de façon neutre et pacifique dans la trêve entendue de lointains conflits paramétrés, opposant des armées professionnelles, régulières, en uniformes et obéissant strictement aux règles du droit de la guerre, sur un champ de bataille clairement circonscrit, loin des populations civiles, où il serait possible d'établir et de faire respecter un cessez-le-feu curatif. Cette interposition serait rapidement décidée et sanctionnée par un Conseil de sécurité des Nations unies impartial et efficace — dans lequel les membres obéiraient à des considérations altruistes — et elle se déploierait consensuellement avec des ressources humaines et matérielles suffisantes et adéquates.

### Une exception

Dans notre monde, la paix est une exception. Les guerres sont de plus en plus ambiguës, se situent à l'intérieur des frontières d'États souverains, mettent aux prises des populations civiles et des groupes armés composés d'hommes, de femmes et d'enfants recrutés de force, qui n'ont aucun moyen de connaître les normes humanitaires, la grande majorité étant analphabète. Les motifs sont souvent basés sur des velléités de conquête, d'enrichissement, de prosélytisme, de vengeance, mais parfois aussi sur des revendications légitimes de reconnaissance et de défense des droits fondamentaux, voire de survie. Le champ de bataille est à la fois partout et nulle part, souvent dans d'ex-colonies abandonnées à leur sort une fois le citron pressé. Aucun maintien de la paix n'y est véritablement envisageable, étant donné que l'existence de la paix, condition préalable à son maintien, est davantage un souhait qu'une réelle alternative.

Dans notre monde, le Conseil de sécurité de l'ONU — seul forum sécuritaire universel, soumis aux humeurs et au veto de ses membres permanents — ne dispose



Un militaire canadien en patrouille dans le nord de Kandahar interroge un individu soupçonné de sympathies avec les talibans.

PHOTO JOHN D. MCHUGH, AFP

d'aucune force d'intervention autonome à la fois suffisante, compétente et équipée. Les rares et souvent tardifs déploiements dûment sanctionnés se font timidement, tributaires de décisions politiques changeantes, selon l'appui variable d'opinions publiques abreuées aux mamelles suspectes de certains médias d'abord soucieux de leur rentabilité financière. Les centaines de milliers de morts de l'Irak, de la Somalie, du Rwanda, du Kosovo, de l'Iturie, du Darfour, entre autres, nous le rappellent silencieusement.

Dans notre monde, le seul gendarme international potentiel — les États-Unis — obéit le plus souvent aux diktats de son propre intérêt. Il l'insufflé à la plus imposante alliance militaire — l'OTAN — qui dispose des

moyens logistiques nécessaires à toute intervention efficace, bien qu'affaiblie par une Europe économiquement prospère, mais politiquement coincée. Il agit également dans une logique de puissance où le respect du droit international est discrétionnaire, et applique une doctrine de « bombardements humanitaires », de « frappes préventives » et de « guerre préemptive » dont la légitimité et l'efficacité sont pour le moins douteuses, tant du point de vue éthique que juridique. Il demeure malgré tout le premier qu'on appelle à chaque fois qu'un malheur frappe et que la solution nécessite des moyens importants.

Dans notre monde, malgré l'impression de ses citoyens, le Canada ne se classe que 31<sup>e</sup> parmi les pays participant aux missions de paix — avec 325 policiers, obser-

vateurs et soldats, sur un total de près de 67 000 personnes déployées (1) — derrière la Jordanie, le Ghana et le Sri Lanka. Les cinq premiers pays actuellement contributeurs de personnel aux opérations de l'ONU sont le Pakistan, le Bangladesh, l'Inde, le Népal et l'Éthiopie.

Dans notre monde, il n'est pas possible de tourner la tête et de quitter les troupes en se disant que ça va passer et que ça ne nous regarde pas. Parce que ça ne passe jamais et que ça nous regarde toujours.

Si tous les casques étaient bleus, la vertu serait sauve.

Mais notre monde requiert parfois davantage.

1) Données au 30 juin 2005, tirées de Jocelyn Coulon, « Guide du maintien de la paix 2006 », Éditions Athéna/CEPES.

# Ramenez le cirque!

## Montréal n'a pas les moyens de se passer d'un projet de l'envergure de celui que voulait mettre sur pied Loto-Québec et le Cirque du Soleil

MICHEL KELLY-GAGNON



**L'auteur est président du Conseil du patronat du Québec.**

On apprenait récemment que 40 % des travailleurs montréalais gagnent un salaire annuel de moins de 20 000 \$. Le taux de chômage dans la région métropolitaine atteignait, pour sa part,

9,3 % en avril. Et tandis qu'on assistait en début d'année à la mise au rancard du projet d'assemblage des avions de la CSeries de Bombardier à Mirabel, des investissements à hauteur de plusieurs milliards se multipliaient en Ontario et en Alberta dans l'industrie automobile et pétrolière. La démonstration n'est plus à faire : Montréal ne tire pas son épingle du jeu et ne peut plus se permettre de boudier les initiatives favorisant sa croissance économique. On ne peut plus se croiser les bras et espérer : il faut agir et provoquer les choses.

Dans les circonstances, l'abandon du projet de centre de divertissement au bassin Peel nous apparaît dramatique et, à plus forte raison, cette idée porteuse d'une association entre le Cirque du Soleil et Loto-Québec pour

le lancement d'un projet d'envergure visant à promouvoir l'offre touristique et récréative de Montréal à l'échelle internationale.

Si le projet présenté par Loto-Québec était parfait à plusieurs égards, il n'en reste pas moins que c'était la première fois qu'on voyait émerger un projet touristique structurant pour la métropole tirant profit du leadership mondial du Cirque du Soleil dans le domaine du divertissement. N'est-ce pas ironique de voir le Cirque du Soleil développer de grands projets structurants pour Tokyo et Las Vegas et ne rien faire pour Montréal alors que la ville peine à se développer ? Nous avons la chance de compter parmi les nôtres un entrepreneur de génie de la trempe de Guy Laliberté, président du Cirque du Soleil, qui a fait ses preuves à travers le monde et dont la seule production *Kà* à Las Vegas requiert plus d'investissements que toutes les productions théâtrales de Broadway réunies en une année. N'est-ce pas logique de faire appel à son talent, à sa bonne volonté et de tirer profit de son succès international pour faire grandir notre ville, d'autant plus que ce dernier s'est toujours montré ouvert et intéressé à contribuer au développement de sa ville ?

### Partenariat gagnant

On ne peut pas laisser passer l'occasion d'un partenariat aussi gagnant entre le Cir-



PHOTO LOTO-QUÉBEC

que du Soleil et Loto-Québec pour créer de la richesse ici et renforcer le leadership culturel et touristique de Montréal. Nous ne souhaitons rien de moins que la relance du projet, si possible à cet endroit même proposé par Loto-Québec, à savoir le bassin Peel qui serait appelé à devenir un centre récréotouristique d'envergure internationale. Les retombées économiques pour la région de Montréal seraient des plus positives pour l'emploi et les investissements.

C'est dans ce contexte que nous exhortons le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, à tenter l'impossible pour convaincre Guy Laliberté de revenir sur sa décision, avec de nouvelles garanties ou sur de nouvelles bases de collaboration mutuellement

acceptables s'il le faut, mais pour permettre à tout le moins à Loto-Québec de relancer le projet de déménagement du Casino de Montréal au bassin Peel, et ce, dans les meilleurs délais.

Précisons qu'il n'est pas ici question de demander au gouvernement et aux contribuables de subventionner le projet. Loto-Québec financera son investissement par emprunts qui seront remboursés à même ses revenus d'exploitation. Comme les emprunts de la société d'État ne sont pas garantis par Québec, ceux-ci n'auront aucune conséquence sur la dette, les dépenses d'intérêt du gouvernement ou sa cote de crédit. La participation des pouvoirs publics au projet du bassin Peel se limiterait au rôle qu'ils se sont donnés dans notre société, c'est-à-dire de veiller au développement des infrastructures de base nécessaires à la viabilité du site.

Le secteur privé se chargera du reste, parce que le milieu des affaires croît toujours dans le potentiel d'un centre récréotouristique au bassin Peel. Le déménagement du Casino de Montréal soulève peut-être des craintes au sein de la population du Sud-Ouest, mais la solution ne se trouvait pas dans l'abandon du projet. Il fallait plutôt miser sur le dialogue et la recherche de compromis acceptables pour toutes les parties. Des solutions concrètes avaient déjà été suggérées par le milieu et il n'y a aucune raison de croire que les divergences exprimées soient insurmontables.

Montréal compte une multitude d'atouts. La ville est courue et recherchée pour sa qualité de vie, son esprit créatif et sa culture. Mais Montréal n'a présentement aucun projet d'investissement majeur qui vaille : c'est un drame pour notre économie et un gaspillage éhonté de notre talent. Sachons miser sur nos forces et utilisons nos atouts comme il se doit. M. Charest, l'association entre le Cirque du Soleil et Loto-Québec est une grande idée : ne la laissez pas mourir. Ramenez M. Laliberté à table et tous les acteurs économiques vous soutiendront. La vitalité du Québec de demain en dépend.

**POUR NOUS JOINDRE** La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?** Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

**VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?** [forum@lapresse.ca](mailto:forum@lapresse.ca)

**RÉDACTION** (514) 285-7070 [commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

**ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 [cyberpresse.ca/abonnement](http://cyberpresse.ca/abonnement)

**PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 [petitesannonces@lapresse.ca](mailto:petitesannonces@lapresse.ca)

**DÉCÈS** (514) 285-6816 [deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

**CARRIÈRES** (514) 285-7320 [carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

**PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

# NOUS AVONS TOUT POUR AMÉLIORER VOTRE JEU.

Choisissez parmi nos plus récents achats spéciaux

seulement

**498\$**

**Callaway**



**CALLAWAY GOLF  
BIG BERTHA  
454 TI**  
BOIS N° 1  
EN GRAPHITE  
HOMMES / FEMMES

seulement  
**248\$**



**TAYLORMADE  
r5 DUAL**  
BOIS N° 1  
EN GRAPHITE  
HOMMES / FEMMES

seulement  
**298\$**



**JAZZ  
APPLAUSE**  
EN GRAPHITE  
HOMMES  
JEU DE 11

seulement  
**298\$**



**ORLIMAR  
HIP STEEL**  
FERS  
EN ACIER  
HOMMES 3-5W

seulement  
**398\$**

**ACHAT  
SPÉCIAL**

**CALLAWAY  
BIG BERTHA '04  
FERS**  
EN ACIER  
HOMMES 4-W

Performance impressionnante,  
stabilité et tolérance accrues;  
dotés de larges semelles pour  
éliminer les coups gras.

**CONSEIL D'ACHAT :**

Lors de votre achat d'un nouvel ensemble de bâtons, gardez toujours l'esprit ouvert. Soyez prêt à faire l'essai de bâtons de divers fabricants pour trouver l'ensemble qui convient le mieux à votre élan.



**ORLIMAR  
HIP STEEL**  
HYBRIDE  
EN GRAPHITE  
HOMMES

seulement  
**98\$**



**TAYLORMADE  
ROSSA SPORT**  
FER DROIT  
(Droitier seulement)

seulement  
**98\$**



**NIKE  
DRI-FIT PIQUE**  
POLO

seulement  
**49<sup>88</sup>\$**



**BITE  
GT EXPLORER**  
IMPERMÉABILITÉ  
GARANTIE UN AN  
HOMMES

seulement  
**89<sup>88</sup>\$**

seulement

**98\$**

**Wilson**

**COASTER  
SAC DE VOITURETTE**  
Beaucoup d'espace dans  
les pochettes, concept léger.  
S'adaptera  
à toute  
voiturette.

**ACHAT  
SPÉCIAL**



**PRO SELECT  
914 ALLOY**  
CHARIOT À TIRER

seulement  
**29<sup>98</sup>\$**



**BULLET  
MAGNUM**  
SAC DE VOITURETTE

seulement  
**68\$**



**WILSON  
TRAIL PACK**  
SAC DE VOITURETTE

seulement  
**78\$**



**CLEVELAND  
MICROLITE**  
SAC SUR PIED

seulement  
**98\$**



**PRO SELECT  
ENSEMBLE  
PRODUCER**  
HOMMES  
ENSEMBLE  
COMPLET

Comprend sac à support,  
capuchons, fer droit et ensemble  
de 11 bâtons  
avec bois et  
hybrides à tige en  
graphite, fers à  
tige en acier.

seulement  
**298\$**



**NIKE  
DURA FEEL IV**  
GANT

seulement  
**11<sup>98</sup>\$**



**TOP-FLITE  
SD BALATA**  
BOÎTE DE 12

seulement  
**12<sup>98</sup>\$**



**MAXFLI  
A 10 SOLID**  
BOÎTE DE 12

seulement  
**14<sup>98</sup>\$**



**NIKE  
DISTANCE SFT**  
BOÎTE DE 12

seulement  
**15<sup>98</sup>\$**



**PINNACLE  
GOLD**  
AVEC EMBALLAGE LONG DRIVE  
BOÎTE DE 18

seulement  
**19<sup>98</sup>\$**



**WILSON  
PROSTAFF 360**  
AVEC EMBALLAGE GRATUIT  
BOÎTE DE 18

seulement  
**19<sup>98</sup>\$**

Golf Town garantit que vous trouverez ce que vous cherchez, quand vous le voulez, au prix le plus bas. Nul besoin d'attendre les soldes parce que nous avons toujours les meilleurs prix. *Nous le garantissons.* En fait, si vous trouvez, dans un autre magasin de détail, un prix annoncé ou affiché plus bas, nous vous offrirons le même prix, plus un rabais additionnel de 5 %.

**PLUS BAS  
PRIX  
GARANTI**

**GOLF  
TOWN**  
Transformez votre jeu

**VILLE DE QUÉBEC MAINTENANT OUVERT**  
1500 Boul. Lebourgneuf 418.623.3327



**TOUJOURS EN  
STOCK**